



# **COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION**

## **RAPPORT SUR LA PREMIÈRE PARTIE DE SA TROISIÈME SESSION**

**21 avril-13 mai 1969**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
DOCUMENTS OFFICIELS: QUARANTE-SIXIÈME SESSION**

**NATIONS UNIES**

**New York, 1970**

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/4670/Rev.1  
E/AC.51/28/Rev.1

## TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. ORGANISATION DE LA SESSION .....	1 - 11	1
II. RESUME DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	12 - 24	5
III. EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME ET DES INCIDENCES BUDGETAIRES DE CE PROGRAMME .....	25 - 145	10
A. Généralités .....	25 - 52	10
B. Examen des divers chapitres du programme de travail .....	53 - 145	19
1. Planification, projections et politiques relatives au développement .....	53 - 68	19
2. Ressources naturelles .....	69 - 77	22
3. Questions fiscales et financières .....	78 - 84	24
4. Questions démographiques .....	85 - 95	26
5. Centre de l'habitation, de la construction et de la planification .....	96 - 104	29
6. Services statistiques .....	105 - 112	32
7. Administration publique .....	113 - 118	34
8. Science et technique .....	119 - 125	35
9. Les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth .....	126 - 135	37
10. Commerce international .....	136 - 145	40

## ANNEXES

I. LISTE DES PARTICIPANTS .....	43
II. RECAPITULATIONS DES POSTES D'ADMINISTRATEURS ET DE FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DEMANDES PAR LE SECRETAIRE GENERAL POUR 1970, ET PROJETES POUR 1971 .....	48

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. La troisième session du Comité du programme et de la coordination a eu lieu au Siège des Nations Unies à New York du 21 avril au 13 mai 1969. Le Comité a tenu 25 séances pendant cette période.

2. Les membres ci-après du Comité étaient représentés : Algérie, Brésil, Cameroun, Canada, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela. Conformément à la résolution 1189 (XLI) du Conseil économique et social du 17 décembre 1966, les membres ci-après du Comité élargi du programme et de la coordination étaient également représentés : Malte, République arabe unie, Tchécoslovaquie et Trinité-et-Tobago. On trouvera à l'annexe I la liste des représentants qui ont assisté aux séances.

3. En outre, les institutions spécialisées suivantes étaient représentées : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé et Banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'Agence internationale de l'énergie atomique était également représentée. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat étaient également présents à certaines des séances.

4. A la deuxième séance, le Président a annoncé que le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ne pourrait pas assister aux séances du Comité du programme et de la coordination.

5. A la séance d'ouverture, le 21 avril, M. A. Patriota (Brésil) a été élu président et M. G. F. Bruce (Canada) a été réélu rapporteur. A la troisième séance, le 23 avril, M. Ion Duma (Roumanie) et M. Emmanuel Sam (Ghana) ont été élus vice-présidents.

6. A la séance d'ouverture, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant (E/AC.51/26) :

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme :
  - a) Examen général des secteurs prioritaires;

- b) Programme de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme pour 1969/70, et notamment examen des modifications apportées au programme et des priorités telles qu'elles ressortent des rapports des organes subsidiaires du Conseil et des autres organes intéressés, et examen de leurs incidences financières;
  - c) Projections concernant le programme pour 1971;
  - d) Examen approfondi de certains secteurs du programme.
4. Questions de coordination :
- a) Rapports annuels des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
  - b) Rapports du Comité administratif de coordination;
  - c) Autres questions de coordination.
5. Préparatifs en vue des réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination.
6. Examen des programmes et activités des organismes des Nations Unies pour le développement du tourisme.

A sa séance d'ouverture, le Comité a décidé de n'examiner lors de la première partie de sa troisième session que les trois premiers points de son ordre du jour.

7. Le Comité était saisi du rapport du Secrétaire général sur le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies pour 1969-1970 dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et sur les incidences budgétaires de ce programme (E/4612 et Corr.1 (anglais seulement), Corr.2 (anglais seulement) et Corr.3-5) rédigé conformément aux résolutions 1171 (XLI) et 1177 (XLI) du Conseil économique et social en date du 5 août 1966. Le rapport du Secrétaire général se composait de quatre parties : a) une étude générale des secteurs prioritaires, où étaient analysées les tendances globales des programmes et activités entre 1958 et 1969 (E/4612, première partie); b) une description du programme de travail et des prévisions budgétaires pour 1970 ainsi que des projections concernant le programme pour 1971 (E/4612, deuxième partie); c) une annexe statistique (E/4612 (Annexe) et Add.1); et d) une série d'additifs au rapport contenant des renseignements détaillés sur le programme pour 1969-1970 dans les secteurs suivants qui devaient être examinés de façon approfondie : commerce international (E/4612/Add.1); administration des programmes de coopération technique de l'ONU (E/4612/Add.2 et Corr.1); direction et gestion (E/4612/Add.3 et Corr.1); le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth (E/4612/Add.4); contrôle international des stupéfiants [E/4612/Add.5 et Corr.1 (anglais seulement)]; ressources naturelles (E/4612/Add.6); transports et tourisme (E/4612/Add.7); et activités dans le domaine des droits de l'homme (E/4612/Add.8). Le Comité était également saisi des extraits pertinents du projet de budget du Secrétaire général pour 1970 et des rapports de divers organes subsidiaires du

Conseil et de l'Assemblée. En outre, le Comité a reçu du Secrétaire général un état des incidences financières des recommandations des organes subsidiaires du Conseil économique et social (E/4642-E/AC.51/27).

8. Au cours de la première partie de sa session, le Comité s'est livré à une discussion générale sur la question des priorités, et a en outre étudié les domaines suivants : planification, projections et politiques relatives au développement économique; ressources naturelles; questions fiscales et financières; questions démographiques; habitation, construction et planification; services statistiques; administration publique; science et technique; commissions économiques régionales et Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth; et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED).

9. Les domaines dans lesquels le Comité n'a pu examiner les programmes de travail et leurs incidences budgétaires sont les suivants :

a) Examen approfondi :

- i) Administration des programmes de coopération technique des Nations Unies;
- ii) Activités dans le domaine des droits de l'homme;
- iii) Direction et gestion;
- iv) Transports;
- v) Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth (Le Comité a passé en revue le programme de travail du Bureau en même temps que celui des commissions économiques régionales).

b) Examen d'activités nouvelles

- i) Division du développement social et rapport de la Commission du développement social sur sa vingtième session (E/4620);
- ii) Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-cinquième session (E/4621);
- iii) Rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-deuxième session (E/4619);
- iv) Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt-troisième session (E/4606);
- v) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

10. Le Comité s'est rendu compte que le programme de travail pour 1969 exposé dans son rapport sur sa deuxième session tenue en 1968 (E/4493/Rev.2) et les responsabilités additionnelles confiées au Comité par le Conseil dépassaient les possibilités du Comité, compte tenu du temps dont il disposait pour achever ses travaux. Il était probable que la situation serait la même en 1970 et les années suivantes. Dans ces conditions, le Comité, conformément au paragraphe 19 de son rapport de 1968, propose de revoir son programme de travail et de le répartir sur une période de quatre ans.

11. Le Comité espère avoir l'occasion, avant que son mandat actuel de trois ans ne prenne fin, de proposer au Conseil une certaine réorganisation du calendrier des séances de ses organes subsidiaires et d'autres organisations dont les activités l'intéressent, de façon que dans les années à venir, le Comité du programme et de la coordination puisse passer en revue plus complètement les programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et formuler à l'intention du Conseil des recommandations appropriées longtemps avant ses propres sessions.

## II. RESUME DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS\*

### 12. Revision du programme de travail du Comité (par. 10)

Le Comité s'est rendu compte que le programme de travail pour 1969 exposé dans son rapport sur sa deuxième session tenue en 1968 (E/4493/Rev.2) et les responsabilités additionnelles confiées au Comité par le Conseil dépassent les possibilités du Comité compte tenu du temps dont il disposait pour achever ses travaux. Il est probable que la situation serait la même en 1970 et les années suivantes. Dans ces conditions le Comité, conformément au paragraphe 19 de son rapport de 1968, propose de revoir son programme de travail et de le répartir sur une période de quatre ans.

### 13. Réorganisation du calendrier des sessions (par. 11)

Le Comité espère avoir l'occasion, avant que son mandat actuel de trois ans ne prenne fin, de proposer au Conseil une certaine réorganisation du calendrier des séances de ses organes subsidiaires et d'autres organisations dont les activités l'intéressent, de façon que dans les années à venir le Comité du programme et de la coordination puisse passer en revue plus complètement les programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et formuler à l'intention du Conseil des recommandations appropriées longtemps avant ses propres sessions.

### 14. Priorités entre les programmes (par. 41 et 49)

Les membres du Comité s'accordent à reconnaître que le programme de travail et les propositions budgétaires y relatives devraient reposer sur un système de priorité rationnel qui puisse être applicable aux activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Sans être en mesure de proposer un système cohérent de priorités valable pour l'ensemble des organismes des Nations Unies, le Comité est convenu qu'il convenait d'attacher la plus haute importance dans les organismes des Nations Unies à la préparation de la stratégie de la deuxième Décennie du développement.

### 15. Ordre des priorités à l'intérieur des programmes (par. 48)

Le Comité note avec satisfaction qu'un certain nombre d'organes subsidiaires du Conseil ont déjà adopté le système de fixation des priorités recommandé par le

---

\* Ce chapitre a été rédigé en application des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1367 (XLV) du Conseil. Les chiffres entre parenthèses renvoient aux paragraphes pertinents du rapport.



Comité dans son rapport de 1968 (E/4493/Rev.2, par. 12). Le Comité réaffirme sa conclusion que l'application de cette classification a été très utile dans les programmes où elle a été introduite pour 1970 et insiste pour qu'elle soit adoptée par tous les organismes des Nations Unies. Il juge particulièrement important que dans l'évaluation des programmes et projets dans les domaines où il n'y a pas d'organe délibérant pour les formuler, tels que les ressources naturelles et les transports, le Secrétaire général indique clairement au Comité les activités continues et celles qui étaient nouvelles ou qui entraînaient une expansion appréciable des travaux en cours.

16. Planification, projections et politiques relatives au développement (par. 68)

Le Comité estime que le programme de travail du Centre devrait bénéficier d'une très haute priorité, eu égard notamment à ses travaux concernant la deuxième Décennie du développement.

17. Ressources naturelles (par. 73-77)

Après avoir examiné les avantages et les coûts de la publication de la "Tribune des ressources naturelles", et compte tenu d'autres possibilités de communiquer des informations techniques aux pays en voie de développement, le Comité recommande que le Conseil économique et social n'approuve pas le projet de publication de cette revue. Une délégation a fait état de ses réserves à propos de cette recommandation. L'attention du Comité ayant été attirée sur la publication existante de l'UNESCO, "Nature et Ressources", le Comité recommande que le Conseil prie le Secrétaire général d'étudier avec le Directeur général de l'UNESCO, eu égard aux publications communes existantes, la possibilité de publier toute documentation y relative dans des périodiques existants, comme celui de l'UNESCO.

Le Comité a rappelé que, l'année précédente, il avait recommandé que chaque service organique du Secrétariat présente un plan à long terme (E/4493/Rev.2, par. 29), et a exprimé le regret que la Division des ressources et des transports n'ait pas fourni de renseignements suffisants sur ce plan. Le Comité recommande que le Conseil prie le Secrétaire général d'entreprendre l'élaboration d'un plan à long terme, comme le Comité du programme et de la coordination l'avait demandé en 1968. Ce plan devrait être incorporé à la stratégie pour la deuxième Décennie du développement. Le Comité souhaite être informé à sa session de 1970 des mesures prises par le Secrétaire général comme suite à cette recommandation.

Le Comité recommande de surseoir au projet de stockage et de restitution des données en attendant les conclusions des nombreuses études actuellement en cours de préparation sur cette question.

Le Comité s'inquiète de constater que nombre de projets entrepris par la Division découlent de décisions prises il y a plus de cinq ans et qu'aucune analyse adéquate de ces décisions ne lui a été fournie pour faciliter l'examen du programme de travail de la Division, conformément à la recommandation du Comité

approuvée par le Conseil. Le Comité est d'avis que cet examen de décisions anciennes constitue une partie essentielle de son examen général de la priorité des projets que l'on reconduit, de leur utilité au regard des besoins actuels et futurs, et de la nécessité de prendre éventuellement de nouvelles décisions. Le Comité sait gré au Secrétaire général de lui avoir donné l'assurance qu'il réexaminerait les anciennes autorisations et leur utilité au regard des activités nouvelles.

... Le Comité réaffirme qu'à son avis le travail de la Division dans le domaine des ressources naturelles est d'importance majeure.

#### 18. Questions fiscales et financières (par. 83)

Le Comité estime que cette division accomplit une tâche extrêmement importante, et il se félicite notamment du haut rang de priorité accordé aux projets entrepris dans les domaines de la planification des réformes fiscales, de l'établissement des budgets publics et de la comptabilité publique, des crédits à l'exportation, des conventions tendant à éviter la double imposition, des investissements étrangers et du transfert des connaissances techniques au niveau de l'entreprise et de l'harmonisation des mesures fiscales... Le Comité note avec satisfaction la haute qualité des études et des rapports préparés par la Division et le fait que les effectifs de la Division ont été maintenus à un niveau relativement stable en dépit de l'augmentation de l'ensemble du volume de travail.

#### 19. Questions démographiques (par. 94 et 95)

Le Comité note avec satisfaction que le programme de travail de la Division est de plus en plus orienté vers les activités opérationnelles et félicite la Division de l'utilisation très ingénieuse qu'elle a faite du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques, en particulier pour financer les postes de fonctionnaires des programmes spécialistes des questions démographiques.

Le Comité accueille avec satisfaction l'accord qui a été réalisé entre l'ONU, le FNUD et les institutions spécialisées intéressées au sujet de leurs responsabilités respectives à l'égard des projets financés par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques, les mesures qui ont été prises pour coordonner les activités de la Division de la population et de la Division du développement social et du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification en vue d'étudier les conséquences de l'urbanisation accélérée, ainsi que la coopération avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification pour l'établissement de projections de l'évolution démographique urbaine et rurale.

#### 20. Services statistiques (par. 112)

Le Comité félicite le Bureau de statistique de l'emploi judicieux qu'il fait de ses effectifs. Il attache une grande importance aux activités du Bureau de statistique et du Centre international de calcul électronique.

21. Administration publique (par. 118)

Le Comité estime que le programme de travail dans le domaine de l'administration publique présente un grand intérêt pour tous les pays, et il note avec une satisfaction particulière que ce programme peut répondre aux besoins des pays en voie de développement dans des domaines d'une importance aussi décisive que la réforme administrative, le perfectionnement des fonctionnaires de rang supérieur, l'administration locale et la formation de scientifiques et de techniciens appelés à travailler dans le cadre de la fonction publique. Le Comité se réjouit du fait que la Division fasse appel à des fonctionnaires originaires de différentes régions du monde et de pays ayant des systèmes administratifs différents, ainsi que des dispositions qu'elle a prises pour confier d'importantes études à des organismes extérieurs au système des Nations Unies moyennant un minimum de dépenses pour le programme.

22. Science et technique (par. 122 et 125)

Le Comité confirme qu'il considère la science et la technique comme l'un des secteurs hautement prioritaires du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies.

Le Comité estime que le Secrétaire général devrait revoir, compte tenu de ses délibérations, les effectifs considérés comme appropriés pour la Direction chargée de la science et de la technique. Il rappelle les observations qu'il a formulées précédemment, à savoir qu'il faudrait recourir au maximum, chaque fois que possible, aux services de fonctionnaires détachés des institutions spécialisées et, au besoin, de consultants. Le Comité reconnaît qu'il faut un certain effectif pour que le service soit viable, mais il souligne à nouveau, comme il l'a fait en 1968, que ni le Comité consultatif ni la Direction chargée de la science et de la technique ne devraient jouer un rôle opérationnel. Les travaux de ces organes ne devraient pas faire double emploi avec ceux des institutions spécialisées ni leur faire concurrence, mais devraient être effectués en collaboration aussi étroite que possible avec les institutions qui ont des responsabilités essentielles dans ce domaine. Ce faisant, le Comité consultatif agirait en conformité de son mandat et dans le cadre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

23. Les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth (par. 135)

D'une manière générale, les membres du Comité se sont félicités du travail qu'accomplissent les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth et ils ont reconnu l'importance de leur tâche et de leur rôle.

#### 24. Commerce international (par. 145)

Etant donné que le Conseil du commerce et du développement étudie en détail les programmes de travail de la CNUCED, le Comité estime qu'il devrait à l'avenir s'intéresser plus spécialement au rang de priorité à accorder aux projets de la CNUCED dans le cadre général des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Il reconnaît que la CNUCED joue un rôle très important dans l'assistance aux pays en voie de développement et à tous les autres Etats Membres dans les domaines du commerce et du développement. Les membres du Comité sont d'accord dans l'ensemble pour considérer que le programme de la CNUCED doit avoir la plus haute priorité.

### III. EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME ET DES INCIDENCES BUDGETAIRES DE CE PROGRAMME

#### A. Généralités

##### Tendances générales, 1958-1969

25. Le Comité a décidé de procéder à une discussion générale qui serait fondée essentiellement sur le Rapport du Secrétaire général sur le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et sur les incidences budgétaires de ce programme. La première partie dudit rapport, intitulée "Examen général des secteurs prioritaires", analysait les tendances générales des programmes et des activités entre 1958 et 1969. Ces tendances indiquaient un accroissement sensible des activités dû en grande partie à l'expansion des programmes de coopération technique au titre desquels les gouvernements des pays en voie de développement recevaient, sur leur demande, une assistance directe. Au cours des dix dernières années, les dépenses consacrées aux activités opérationnelles de coopération technique avaient plus que sextuplé, passant de 8,2 millions de dollars en 1958 à 55,1 millions de dollars en 1968. On comptait qu'elles atteindraient 62,6 millions de dollars en 1969. D'autres facteurs avaient également contribué à l'augmentation des dépenses; certains des plus importants étaient la création de la Commission économique pour l'Afrique en 1958 et celle de la CNUCED en 1964 et de l'ONUDI en 1966.

26. De l'analyse des modifications intervenues dans la répartition des ressources entre les principaux programmes, il ressortait que la part combinée des activités consacrées au commerce international et au développement industriel était passée de 6 p. 100 en 1958 à 30 p. 100 environ en 1968. La création d'une nouvelle Commission économique régionale pour l'Afrique et l'élargissement ou l'institution de grands programmes avait eu pour résultat de maintenir à un niveau pratiquement constant la proportion des ressources totales affectées aux activités régionales. En 1968 comme en 1958, 40 p. 100 environ des ressources totales en personnel consacrées aux questions économiques et sociales étaient affectées aux activités régionales.

##### Programme de travail et besoins de personnel pour 1970 et projections pour 1971

27. Dans la deuxième partie de son rapport, le Secrétaire général exposait le programme de travail et les prévisions budgétaires pour 1970 ainsi que les projections relatives au programme pour 1971. Dans les prévisions pour 1970, que le Secrétaire général devait présenter dans le cadre de son projet de budget, on s'était astreint à ne pas demander plus de postes que pour 1969, sauf lorsque des raisons pressantes et impérieuses exigeaient un renforcement d'effectifs pour certaines activités.

28. Dans les propositions relatives à 1970, il était tenu compte des conclusions de l'examen du programme et du budget auquel avait continué de procéder un groupe intérieur de la revision des prévisions budgétaires composé de hauts fonctionnaires du Service financier et du Département des affaires économiques et sociales. Cet examen avait dû être avancé de près de quatre mois pour cadrer avec le calendrier des travaux du Comité. Pour la première fois, des membres du groupe s'étaient rendus aux sièges de deux commissions économiques régionales (CEPAL et CEAEO) pour s'entretenir avec les secrétaires exécutifs et leurs collaborateurs du programme pour 1970 et de ses incidences budgétaires.

29. Le Secrétaire général avait établi, à titre provisoire, des projections pour 1971 qui prévoyaient notamment le volume des activités futures qui seraient financées par des fonds extra-budgétaires, notamment au titre du PNUD, et les incidences de ces activités sur celles qui étaient imputées sur le budget ordinaire. Ces projections préliminaires avaient été établies pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2370 (XXII) aux termes de laquelle le Secrétaire général était prié de présenter une estimation prévisionnelle pour 1971 à l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, en 1969. Les projections présentées au Comité ne portaient que sur les domaines économique et social et sur celui des droits de l'homme et devaient être examinées par les organes délibérants compétents, notamment par le Conseil économique et social.

30. Le rapport du Secrétaire général contenait des renseignements sur les ressources nécessaires, exprimées en nombre de mois de travail, pour exécuter chacun des programmes et ses différents éléments en 1970 et 1971, y compris les projets nouveaux et les projets élargis. Pour le Département des affaires économiques et sociales au Siège, 16 postes permanents nouveaux d'administrateurs et de fonctionnaires de rang plus élevé, financés sur les ressources budgétaires, étaient recommandés pour 1970 et 32 postes supplémentaires étaient prévus pour 1971. On comptait que des ressources extra-budgétaires permettraient de financer 10 postes supplémentaires en 1970 et 6 en 1971. Pour les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth, 23 postes supplémentaires étaient recommandés pour 1970 et 46 postes supplémentaires étaient prévus pour 1971. Pour la CNUCED <sup>1/</sup> et l'ONUDI, les recommandations pour 1970 portaient respectivement sur 5 et 19 postes supplémentaires d'administrateurs et une nouvelle augmentation de 13 postes pour la CNUCED et de 29 postes pour l'ONUDI était prévue pour 1971. Pour toutes les autres activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, un total de 5 postes supplémentaires d'administrateurs et de fonctionnaires de rang plus élevé était demandé pour 1970 et deux autres étaient prévus pour 1971. Un résumé des propositions concernant la création de postes supplémentaires d'administrateurs pour 1970 et des projections pour 1971 est contenu dans l'annexe II.

---

<sup>1/</sup> Le nombre de postes demandés par la CNUCED a été ultérieurement porté à sept postes d'administrateurs par suite des décisions du Conseil du commerce et du développement à sa huitième session.

## Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

31. Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait le point des progrès réalisés depuis 1966 dans la coordination des programmes proposés et des ressources disponibles. L'élaboration des programmes et l'établissement des budgets avaient été coordonnés plus étroitement, mais il restait encore beaucoup à faire avant de parvenir au système de planification, de programmation et de préparation de budget à long terme parfaitement intégré, tel que l'envisageait le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Au Secrétariat, on avait presque réussi, à force d'application et de méthode, à intégrer en un seul processus des tâches qui auparavant étaient distinctes et séparées, à savoir, l'établissement des budgets, d'une part, et l'élaboration des programmes d'activités, de l'autre. Le Secrétaire général adjoint a exprimé son inquiétude devant le fait, en apparence paradoxal, que parallèlement à l'expansion constante des activités de coopération technique financées par des fonds extra-budgétaires - qui témoignait de la confiance que pays en voie de développement comme pays développés plaçaient dans l'Organisation des Nations Unies - on assistait à des efforts dont le but évident était d'appliquer des politiques budgétaires restrictives en contradiction flagrante avec les espoirs et les aspirations que pouvait raisonnablement susciter l'approche de la deuxième Décennie du développement et avec sa promesse implicite d'une coopération internationale accrue.

### Discussion générale

32. La discussion générale a porté sur deux questions distinctes mais connexes. Le rythme de l'expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, d'une part, et la formulation des priorités, d'autre part.

33. Bien que le Comité du programme et de la coordination doive se consacrer entièrement à l'examen de la coordination des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, la discussion générale et une large part des travaux du Comité à sa troisième session ont été dominées par l'inquiétude causée aux pays en voie de développement par ce qu'ils considéraient être les déclarations et les observations très négatives de certains des principaux pays développés sur le taux accéléré de croissance du budget et des programmes de l'Organisation des Nations Unies. Aussi, la première des trois semaines de la session a-t-elle été presque entièrement consacrée à un débat sur cette question.

34. Le représentant du principal pays à économie de marché a critiqué la documentation dont était saisi le Comité, disant qu'elle représentait une tentative pour justifier une philosophie d'expansionnisme sans frein qui risquait de compromettre l'appui financier que l'Organisation recevait des gouvernements. Il a fait observer que son gouvernement n'étant pas en mesure de satisfaire les demandes légitimes des habitants de son propre pays, il était assez compréhensible qu'il demande que l'Organisation impose certaines limites à son expansion. Son

gouvernement était d'avis qu'il convenait pour le moment d'adopter un taux de croissance modéré et que s'il fallait, certes, élargir les programmes et augmenter les effectifs dans la mesure nécessaire, l'Organisation devait faire tout en son pouvoir, tant au niveau de la direction qu'à celui des organes délibérants, pour freiner l'augmentation constante de ses dépenses.

35. Le représentant du principal pays à économie planifiée, notant que l'Organisation des Nations Unies était à un tournant de son histoire, a estimé que le moment était venu de réexaminer et de réévaluer la tendance des programmes et des budgets de l'Organisation à augmenter de façon continue. Les organismes des Nations Unies continuaient de s'étendre et le faisaient d'une façon qui conduisait à un accroissement désordonné des activités, des effectifs et des budgets et aboutissait à une prolifération des commissions, comités, réunions et documents. Il était temps d'arrêter cette croissance qui n'était ni coordonnée ni planifiée et d'introduire des méthodes plus efficaces de planification, de programmation et d'établissement des budgets ainsi que l'avait recommandé le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. A cet égard, il était important que le Conseil économique et social joue un rôle dans l'examen et la coordination des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

36. La représentante d'un autre grand pays à économie de marché a estimé que le Comité devrait s'attaquer au problème de l'utilisation efficace des ressources, problème qui se posait quel que soit le volume du budget. Ladite représentante partageait l'inquiétude des autres principaux contributeurs sur l'augmentation non contrôlée des dépenses et des effectifs. Pour introduire un contrôle plus efficace des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, les organes subsidiaires du Conseil devraient être invités à exercer une plus grande discipline dans leurs propositions de programmes et à mieux déterminer les priorités de façon que les programmes répondent directement aux besoins exprimés des pays en voie de développement. Une autre mesure pour freiner la croissance des programmes serait de limiter le nombre des séances qui à son tour réduirait le volume de la documentation. Enfin, ladite représentante a proposé que l'on entreprenne une étude pour déterminer la valeur des activités de recherche pour les programmes opérationnels.

37. Le représentant d'un troisième grand pays à économie de marché a déclaré qu'il n'entrait pas dans le mandat du Comité de discuter des questions budgétaires et que son rôle était d'établir un ordre de priorités pour les divers programmes de l'Organisation en vue d'assurer une meilleure utilisation des ressources. L'opinion de ce représentant est exposée plus complètement au paragraphe 42 ci-après.

38. Les représentants des pays en voie de développement ont regretté la démarche qui avait été faite par les quatre "principaux pays contributeurs" au budget de l'ONU dans un effort pour restreindre le taux d'accroissement du budget ordinaire, et ils ont exprimé leur inquiétude à l'idée que toute restriction de cette nature aurait des répercussions fâcheuses pour les programmes de l'Organisation dans le domaine économique et social. Ils estimaient qu'il n'y avait pas à introduire de considérations budgétaires dans l'examen du programme soumis au Comité, et ont jugé alarmantes les menaces sous-entendues dans les déclarations de ces représentants.



Ils estimaient que les programmes devaient être jugés selon leur mérite et qu'une augmentation des ressources, surtout aussi modeste que celle que proposait le Secrétaire général pour 1970 et 1971, était plus que justifiée pour essayer de répondre aux besoins urgents et grandissants de la plus grande partie de l'humanité. En mettant arbitrairement frein à l'accroissement modeste de l'assistance fournie par la communauté internationale, on compromettrait gravement les efforts que faisaient les organismes des Nations Unies pour mener à bien leurs programmes actuels dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme dont l'objet était de procurer aux pays en voie de développement le minimum d'aide nécessaire pour pouvoir répondre à leurs besoins essentiels. A leur avis, toute tentative des principaux pays contributeurs pour imposer un plafond constituerait une violation de la résolution 2370 (XXII) de l'Assemblée générale qui avait été négociée de bonne foi sur la base de certaines assurances, et qui rejetait la thèse que la formulation et l'exécution du programme dépendraient de la disponibilité de ressources prédéterminées arbitrairement. La résolution 2370 (XXII) ne mentionnait que les estimations prévisionnelles, et non pas des plafonds. Cette attitude qui, de l'avis des pays en voie de développement, traduisait l'esprit conservateur dans lequel les pays développés susmentionnés considéraient la croissance des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, était inacceptable et représentait un manque de confiance en l'ONU en tant qu'instrument de collaboration internationale fournissant des apports vitaux aux pays les moins développés. Les résultats naturels de cette attitude de la part des "principaux pays contributeurs" constitueraient un refus entièrement inacceptable des aspirations légitimes des pays les moins développés. Les tenants de cette opinion estimaient néanmoins qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour assurer la meilleure utilisation possible des ressources et qu'une bonne gestion était indispensable si l'on voulait des programmes bien conçus et administrés avec efficacité.

39. Le représentant d'un pays développé a reconnu qu'il fallait absolument appliquer des méthodes judicieuses et pratiques à l'élaboration et au financement des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et qu'il ne fallait entreprendre de nouveaux programmes ou développer ceux qui étaient en cours d'exécution que si de solides raisons justifiaient cette action. Ce représentant a également fait sienne l'idée qu'une bonne gestion était capitale si l'Organisation des Nations Unies voulait utiliser au mieux le peu de ressources dont elle disposait. En revanche, il ne partageait pas l'opinion selon laquelle le taux d'expansion des programmes de l'ONU dans les domaines économique et social et celui des droits de l'homme devrait être fixé par l'imposition de plafonds budgétaires. Sa délégation était toujours disposée à envisager un accroissement raisonnable des programmes et des budgets à condition qu'il soit justifié par les objectifs de l'Organisation dans les domaines économique et social.

40. Le rapport du Secrétaire général discutait de la manière de déterminer les priorités et indiquait certains critères qui pourraient être développés à cette fin (E/4612, par. 66-75). D'une façon générale, le Comité a exprimé son accord sur ces critères.

41. Les membres du Comité s'accordent à reconnaître que le programme de travail et les propositions budgétaires y relatives devraient reposer sur un système de priorité rationnel, qui puisse être applicable aux activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. La majorité du Comité a été d'avis qu'il ne serait pas possible de mettre au point un tel système complet de priorités avant que le Comité ait achevé son programme de travail de trois (ou quatre) ans dans lequel il passerait en revue toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. On a fait observer que de nombreux programmes hautement prioritaires étaient exécutés par les institutions spécialisées et d'autres organismes et que, par conséquent, le travail complémentaire du Secrétariat de l'ONU dans ces domaines pouvait recevoir un rang de priorité moins élevé que les autres programmes pour lesquels l'Organisation des Nations Unies avait la principale responsabilité.

42. L'un des membres du Comité a rappelé qu'à sa deuxième session, en 1968, le Comité avait suggéré au Conseil d'adopter des recommandations concernant la fixation des priorités. C'est compte tenu de cet objectif que le Comité avait proposé de conduire ses travaux futurs, d'établir son programme de travail pour 1969 et les années suivantes et de déterminer la forme de documentation à lui soumettre par le Secrétaire général (voir document E/4493/Rev.2, par. 8-32). Ces suggestions ayant été pleinement approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1367 (XLV), ledit membre du Comité, appuyé par un autre membre, estimait que le rôle du Comité concernant les programmes consistait principalement à proposer au Conseil, sur la base des suggestions du Secrétaire général, l'affectation de priorités aux divers programmes ainsi qu'à l'intérieur de ces programmes. Concernant les programmes pour 1970, il a présenté plusieurs suggestions concrètes qui pourraient aider les organes compétents des Nations Unies à mieux s'acquitter de leurs fonctions lorsqu'ils répartissent des ressources nécessairement limitées. Si l'on ne procédait pas ainsi, il ne pouvait comprendre comment le Comité pourrait s'acquitter de ses responsabilités conformément au mandat qui lui avait été confié par le Conseil économique et social par sa résolution 1367 (XLV).

43. Les représentants des pays en voie de développement ont déclaré que toute tentative pour fixer des priorités devait tenir pleinement compte de l'interaction entre tous les secteurs du développement. Les populations devaient être nourries, vêtues, logées et éduquées et leur santé devait être protégée. Mais la façon dont les gens étaient logés et leur état de santé avaient non seulement une influence sur la capacité des jeunes à s'instruire, mais aussi sur la capacité de travail des adultes, de sorte que, par exemple, il ne fallait pas recommander la construction d'usines sans en même temps faire en sorte que des mesures soient prises pour l'élimination des taudis. Ces représentants ont estimé que dans une certaine mesure, les efforts devaient porter sur tous les fronts et, pour cette raison, préféreraient que les divers domaines hautement prioritaires soient considérés comme un alignement sur un plateau plutôt que les échelons d'une échelle, de façon à éviter les injustices d'un système hiérarchique. Pour la même raison, ces représentants ont estimé qu'un choix subjectif des priorités en ordre décroissant d'importance, comme l'avait suggéré un membre du Comité, était à éviter. Certains représentants de pays développés ont, d'une manière générale, partagé ces vues.

44. Un représentant fait observer que si l'on pouvait attribuer un rang élevé de priorité à un programme ou un domaine particuliers, il ne s'ensuivait pas que l'action sur le plan international était le moyen le plus efficace d'atteindre les meilleurs résultats. Le Comité a reconnu que le problème de savoir dans quelle mesure une action internationale efficace était possible dans un domaine particulier, devait être pris en considération dans l'élaboration d'un système rationnel de priorités entre les diverses activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

45. Le Comité a également reconnu que si certains programmes pouvaient être considérés comme de faible priorité, il s'y trouvait souvent des éléments de très grande importance. En outre, la répartition des ressources entre les divisions pour l'exécution des programmes devait également tenir compte non seulement des priorités à l'intérieur d'un programme, mais de l'appui organique fourni par la division. Dans ces conditions, la répartition optimale des ressources entre les différents programmes et à l'intérieur des programmes était pour beaucoup une question de jugement fondé sur une connaissance intime des activités et des responsabilités des services qui exécutaient les programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, conformément aux décisions des organes délibérants de l'ONU et, dans ce cadre, en réponse aux besoins exprimés des pays en voie de développement.

46. Certains représentants ont estimé que c'était essentiellement la responsabilité du Secrétaire général de faire des propositions pour l'affectation de priorités entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs. Ces propositions seraient examinées par le Comité et la décision prise par le Conseil et l'Assemblée générale. D'autres membres ont déclaré que c'était aux organes délibérants des Nations Unies qu'il appartenait de déterminer les priorités dans les programmes à exécuter par le Secrétariat.

47. Concernant le programme de travail pour 1970, le représentant du Secrétariat a informé le Comité que seuls les projets de la catégorie de priorités A avaient été inclus et que les travaux de moindre priorité avaient été déjà exclus à la suite de l'examen interne du programme et du budget. Quelques membres ont estimé que trop de projets avaient été classés dans la catégorie A, tandis que d'autres ont appuyé les propositions et estimé que l'élimination des projets des catégories B et C facilitait les travaux du Comité, puisqu'il n'y avait pas actuellement de ressources pour les exécuter.

48. Le Comité a noté avec satisfaction qu'un certain nombre d'organes subsidiaires du Conseil avaient déjà adopté le système de fixation des priorités recommandé par le Comité dans son rapport de 1968 (E/4493/Rev.2, par. 12). Le Comité réaffirme sa conclusion que l'application de cette classification avait été très utile dans les programmes où elle avait été introduite pour 1970 et insiste pour qu'elle soit adoptée par tous les organismes des Nations Unies. Il juge particulièrement important que dans l'évaluation des programmes et projets dans les domaines où il n'y a pas d'organe délibérant pour les formuler, tels que les ressources naturelles et les transports, le Secrétaire général indique clairement au Comité les activités continues et celles qui étaient nouvelles ou qui entraînaient une expansion appréciable des travaux en cours.

49. Sans être en mesure de proposer un système cohérent de priorités, le Comité est convenu qu'il convenait d'attacher la plus haute importance dans les organismes des Nations Unies à la préparation de la stratégie de la deuxième Décennie du développement.

50. En réponse à une demande formulée par des membres du Comité, le représentant du Secrétaire général a fait une déclaration dans laquelle il a décrit les procédures internes pour fixer les priorités pour le Département des affaires économiques et sociales, y compris les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth. A cet égard, il a renvoyé à l'avant-propos du Secrétaire général au projet de budget pour l'exercice 1969 2/ dans lequel, à la lumière des objectifs et des exigences de la résolution 2370 (XXII) de l'Assemblée générale, une nouvelle procédure avait été adoptée pour l'établissement et la présentation des prévisions budgétaires, comportant la création d'un groupe d'étude des demandes de crédits, composé de fonctionnaires du Service financier et du Département des affaires économiques et sociales au Siège. On a également mentionné les instructions émises par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et par le Contrôleur en août 1968 concernant les prévisions pour 1970 et 1971 et adressées à tous les directeurs de divisions du Département des affaires économiques et sociales, aux secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, au Directeur de la Division des droits de l'homme, au Directeur du Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, à la Division des affaires sociales et au secrétariat de l'organe international de contrôle des stupéfiants à Genève, et au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Aux termes de ces instructions, il convenait, en donnant suite aux recommandations contenues au chapitre II du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa deuxième session (E/4493/Rev.2), d'indiquer un ordre général de priorités entre les domaines d'activités ainsi que les priorités à l'intérieur de chaque programme. En outre, les projets devaient être définis en tant que continus, nouveaux ou élargis et groupés selon leur priorité dans les catégories A, B et C. Les ressources supplémentaires, exprimées en mois de travail, dont on estimerait avoir besoin dans chaque secteur du programme de travail, seraient indiquées compte tenu des ressources libérées par les projets achevés ou abandonnés.

51. En plus de ces directives générales, une série d'instructions avait été donnée pour faciliter la préparation de la présentation, y compris la présentation de listes de projets accompagnées de la description de chacun d'eux indiquant son degré de priorité (catégorie A, B ou C). Le rôle essentiel du groupe d'étude était d'aider le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à procéder à l'examen détaillé du programme de travail sur la base de l'examen approfondi auquel aurait procédé le groupe des listes soumises et des discussions engagées avec chaque directeur de division et les secrétaires exécutifs des commissions économiques et régionales et leurs chefs de division. Avant que chaque division présente définitivement son programme, il était souvent procédé à un examen du programme à l'intérieur de la division avec le Directeur et les chefs de section. Ensuite, des consultations avaient lieu entre le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et les directeurs de division pour discuter certains aspects. Le groupe d'étude n'opposait pas son jugement à

---

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 5, p. xi à xiii, par. 12 à 16.

celui des directeurs de division sur les questions de fond. La procédure suivie consistait à étudier soigneusement le programme soumis et à relire les résolutions pertinentes et les documents et rapports traitant des activités en question. Au cours de l'examen, on envisageait les diverses solutions possibles tant du point de vue du calendrier que du type de ressources nécessaires pour atteindre l'objectif. Comme le groupe d'étude des demandes de crédits n'a commencé ses travaux qu'au début de 1968, le projet de budget pour l'exercice 1969 et le nombre de postes qui y est demandé n'avaient pas encore été approuvés par l'Assemblée générale et n'avaient donc pu servir de point de départ pour l'examen du programme. Le point de départ pour le groupe d'étude avait donc été l'évaluation de l'ensemble des travaux, qu'ils résultent d'activités financées sur les ressources budgétaires ou sur des ressources extra-budgétaires, à exécuter en 1970 ou prévus pour 1971, et des ressources de toutes origines nécessaires pour répondre à ces besoins. On a fait observer que la priorité des activités ne pouvait pas être logiquement reliée seulement au nombre de postes d'administrateurs prévus au budget ordinaire et que l'on ne pouvait établir un ordre d'importance ou de préséance de cette façon. Par exemple, le fait que la CEAE0 avait 148 postes d'administrateurs tandis que la CEA en avait 142 et la CEPAL 137 ne signifiait évidemment pas que la CEAE0 avait une plus haute priorité que la CEA et la CEA que la CEPAL. De même, le fait que le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth et la Division de l'administration publique avaient chacun 15 postes d'administrateurs financés sur le budget ordinaire ne signifiait pas non plus qu'il y eût nécessairement la même priorité pour les deux programmes. Pour déterminer le nombre total de postes d'administrateurs nécessaires pour un programme, il fallait tenir compte du nombre total de fonctionnaires disponibles de toutes les sources, y compris les sources extra-budgétaires, les services de consultants ainsi que le nombre total de postes vacants dans tel ou tel service, y compris la durée de vacance de ces postes.

52. D'autres questions ont été celles de savoir si les mêmes objectifs ne pouvaient être atteints par l'emploi, par exemple, d'un consultant hautement qualifié pour six mois plutôt que de membres du personnel pour plusieurs années à la même fin. A cet égard, la question des experts se trouvant déjà parmi le personnel actuel était extrêmement importante. Le programme de travail dont était saisi le Comité représentait le jugement auquel le Secrétaire général était arrivé grâce au processus d'intégration interne du programme et du budget auquel avaient participé un certain nombre de fonctionnaires clefs des différents niveaux. Ces priorités ont été en outre déterminées à la lumière, le cas échéant, des avis des gouvernements des Etats Membres. Il serait très utile, a déclaré en conclusion le représentant du Secrétaire général, que le Comité prête son concours en apportant ses lumières pour éclairer ces problèmes extrêmement ardues.

## B. Examen des divers chapitres du programme de travail

### 1. Planification, projections et politiques relatives au développement

53. A ses 189ème, 190ème et 191ème séances, le Comité a examiné le programme de travail et les besoins d'effectifs du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement.

54. Dans une déclaration liminaire, le Directeur du Centre a indiqué que les travaux relatifs à la deuxième Décennie du développement constituaient le thème principal des activités du Centre. Le travail du Centre était étroitement lié à celui du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à celui du Comité de la planification et du développement et aux activités connexes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Le Centre fournissait un appui spécialisé aux activités d'assistance technique relatives à la planification du développement et il coopérait étroitement avec d'autres organismes du système des Nations Unies. Une partie du programme de travail du Centre est financée par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections relatives au développement, dont il assurait la gestion. Ce fonds servait aussi à financer les travaux d'autres services du système des Nations Unies dans ce domaine.

55. En coopération avec les commissions économiques régionales, la CNUCED, l'ONUDI et d'autres organismes, le Centre a entrepris récemment un programme de missions mixtes sur le terrain afin d'assurer que les plans et programmes de coopération régionale et sous-régionale soient conformes aux vues, aux aspirations et aux plans des pays intéressés. La première de ces missions, qui se rendrait dans les sous-régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest, est déjà organisée avec le concours de la Commission économique pour l'Afrique. Des missions analogues étaient envisagées avec la CEPAL, la CEAEO, les instituts économiques régionaux et d'autres organismes.

56. Le Comité s'est enquis de la répartition du coût de ces missions mixtes. En règle générale, chaque organisme payait le traitement de ses propres fonctionnaires assignés à ces missions, mais le Centre prenait à sa charge les frais de voyage ainsi que la rémunération des consultants extérieurs. Une procédure un peu différente s'appliquait aux missions entreprises dans le cadre de l'aide alimentaire multilatérale.

57. En ce qui concerne l'Etude sur l'économie mondiale, le Comité a noté que son contenu était de plus en plus orienté vers les problèmes de la Décennie du développement. Alors que la dernière Etude traitait de l'expérience acquise, des problèmes rencontrés et des politiques suivies pendant la première Décennie du développement, la prochaine livraison serait consacrée aux buts et aux objectifs de la deuxième Décennie du développement, ainsi qu'aux politiques à suivre pour les atteindre. Se référant au paragraphe 55 de son rapport (E/4493/Rev.2) et notant la proportion importante de ressources en personnel affectée à l'Etude sur l'économie mondiale, le Comité s'est demandé si la deuxième partie de l'Etude ne devrait pas être publiée tous les deux ans seulement. Il a été informé que la deuxième partie serait elle aussi conçue de façon à pouvoir servir de base pour l'examen et l'évaluation des plans de la deuxième Décennie du développement et leur exécution.

58. En réponse à une question concernant la possibilité d'entreprendre l'analyse des principaux problèmes économiques auxquels les pays en voie de développement et le reste du monde auraient à faire face pendant les années 70 (mentionnée au paragraphe 117 du chapitre 3 du titre II, du projet de budget pour 1970), on a informé le Comité que le Centre avait, à cette fin, rédigé et adressé aux gouvernements et aux autres organismes intéressés deux études, l'une contenant des projections économiques à long terme et l'autre esquissant une stratégie internationale d'ensemble pour la prochaine Décennie du développement.

59. Un membre du Comité a exprimé l'avis que les études sur le financement du développement économique étaient trop théoriques et que trop de mois de travail leur étaient alloués; il a demandé en outre si ces études pouvaient s'inscrire dans le cadre des activités de la CNUCED. D'autres membres du Comité ont indiqué qu'ils attachaient une grande importance à ce travail, notamment à la partie qui concerne le problème des "courants inverses". Le Comité a été informé des progrès accomplis dans la méthodologie appliquée pour mesurer le courant international des capitaux, notamment par rapport à l'objectif de 1 p. 100 fixé pour le développement. D'autres questions relatives aux définitions des flux de capitaux faisaient l'objet de consultations entre les parties intéressées, à savoir l'OCDE, la CNUCED, le FMI, la BIRD et le Centre. Le Comité a reçu l'assurance que les études relatives au financement du développement économique n'avaient pas un caractère purement théorique, mais étaient utilisées comme base de discussion des politiques à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à la CNUCED elle-même. Le Département des affaires économiques et sociales et la CNUCED étaient d'accord sur la question de la division du travail, mais un membre du Comité a souligné qu'il y aurait peut-être lieu de reviser cet accord compte tenu de la liste de projets établie par la CNUCED.

60. Diverses questions ont été posées par des membres du Comité concernant l'utilité pratique du Journal of Development Planning et le point de savoir si les avantages qui découleraient de ce projet justifiaient la dépense. Etant donné que cette publication ne paraîtrait pas avant le mois de juin prochain, son utilité ne pouvait être établie d'une manière empirique. La planification n'était pas une opération qu'on effectuait une fois pour toutes mais un processus permanent sujet à des modifications continues à la lumière de l'évolution de la situation, et les analyses et les évaluations faites par le Centre pouvaient influencer sur chaque étape de l'exécution des plans.

61. En ce qui concerne le rôle du Centre en matière d'aide alimentaire multilatérale et en particulier l'utilité de ses travaux sur les rapports entre l'aide alimentaire et l'agriculture, on a rappelé que c'était un membre du Comité qui avait suggéré d'entreprendre une étude dans ce domaine. Dans sa résolution 2462 (XXIII), l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de suivre attentivement l'évolution du problème alimentaire dans les pays en voie de développement compte tenu des plans de la Décennie du développement et d'aider le Programme alimentaire mondial à étudier les moyens de rendre aussi efficace que possible l'effort de développement de l'aide alimentaire.

62. Un membre du Comité a estimé excessive l'affectation actuelle de personnel à l'étude du problème des "conséquences économiques et sociales du désarmement". On a signalé au Comité que les chiffres concernant les mois de travail avaient un caractère approximatif étant donné qu'il n'était pas tenu compte de divers facteurs, en particulier des retards intervenant dans le recrutement, des postes vacants, etc. Les mois de travail effectifs étaient bien inférieurs aux mois de travail indiqués dans le tableau.

63. Tout en reconnaissant la nécessité pour le Centre d'appuyer les programmes de coopération technique, certains membres du Comité ont mis en doute l'opportunité de participer au recrutement des experts, à l'évaluation des projets du PNUD et du PAM et à la fourniture de services consultatifs directs aux gouvernements. On a rappelé au Comité les procédures établies selon lesquelles le Service de recrutement pour l'assistance technique consultait régulièrement les divisions organiques concernant le recrutement des experts dans leurs domaines de compétence respectifs. De même, l'évaluation des projets du PNUD et du PAM était effectuée à la demande du PNUD et du PAM par l'intermédiaire du Bureau de la coopération technique, tandis que des services consultatifs directs n'étaient fournis aux gouvernements que sur leur demande. Le Comité a également été informé du nombre et de la durée des missions sur le terrain effectuées par l'effectif du Centre en 1968 et 1969, ainsi que de la procédure de remboursement dans le cas de projets du PNUD, la distinction nécessaire étant établie entre les projets du Fonds spécial et les projets d'assistance technique.

64. Plusieurs membres du Comité ont à nouveau souligné la nécessité de dispenser une formation plus adéquate aux planificateurs et au personnel travaillant à l'exécution des plans. On a informé le Comité que le Centre avait fourni une assistance dans ce domaine en organisant des cycles d'études, en détachant ses experts dans des instituts de formation nationaux et internationaux pour y donner des cours et en donnant pour instructions à son personnel de former des homologues au cours des missions.

65. Le Comité a été informé du rôle que le Centre pouvait être appelé à jouer aux différents niveaux de l'exécution des plans, c'est-à-dire aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, dans le cadre des activités de la deuxième Décennie du développement. Diverses propositions avaient été faites concernant le dispositif qu'il convenait d'instituer à cette fin. En ce qui concerne les rapports entre les pays pourvoyeurs et les pays bénéficiaires, on pouvait faire usage des mécanismes existants, comme la BIRD, l'OCDE ou les consortiums. A cet égard, le Journal of Development Planning contiendrait un article sur l'évaluation multinationale des plans de développement, article fondé sur l'expérience du système interaméricain qui fournirait des éléments d'information utiles pour la mise au point d'un dispositif d'examen et d'évaluation des politiques de la deuxième Décennie du développement.

66. Un membre du Comité a exprimé le désir de savoir ce qui avait été fait pour atténuer les divergences entre les hypothèses et les données statistiques sur lesquelles le Centre, les institutions spécialisées et les organisations



intergouvernementales fondaient leurs travaux. On a informé le Comité que le CAC avait constitué un sous-comité spécial chargé de concilier les définitions et les statistiques établies par les institutions en question. Sur la recommandation du Comité de la planification du développement, des réunions techniques mixtes seraient organisées en octobre prochain pour examiner ces problèmes.

67. Le Comité s'est enquis de la répartition du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections relatives au développement. Sur un total engagé de 1,7 million de dollars, 656 000 dollars étaient alloués au Centre, 78 000 dollars à la CEE, 80 000 dollars à la CEPAL, 180 000 dollars à la CEAEU et 82 000 dollars à la CEA. Cette dernière recevait également un montant supplémentaire pour le financement de missions mixtes. Des fonds avaient aussi été alloués aux instituts économiques régionaux, ainsi qu'à l'UNESCO, à la FAO et à l'ONUDI. Enfin, un don supplémentaire d'un million de dollars avait été consenti en 1969, dont la moitié devait être allouée à des activités d'information dans le domaine économique et social.

68. Le Comité estime que le programme de travail du Centre devrait bénéficier d'une très haute priorité, eu égard notamment à ses travaux concernant la deuxième Décennie du développement.

## 2. Ressources naturelles

69. A ses 194<sup>ème</sup> et 195<sup>ème</sup> séances, le Comité a examiné le programme de travail et les besoins en effectifs de la Division des ressources et des transports. Le Comité a été informé par le Directeur associé que les travaux portaient surtout sur les besoins des pays en voie de développement et mettaient l'accent, à cette fin, sur l'appui aux activités de coopération technique. En effet, l'ONU consacrait aux activités de coopération technique intéressant la mise en valeur des ressources naturelles, des sommes de plus en plus importantes, dont le montant était passé de 1,4 million de dollars en 1958 à plus de 20 millions de dollars en 1968.

70. Concernant l'exécution du programme d'études de cinq ans pour la mise en valeur des ressources non agricoles, le Comité a été avisé que l'objectif initial, qui était d'entreprendre des études globales et des projections à long terme dans les trois domaines interdépendants de la géologie, de l'hydrogéologie et des ressources minières, des ressources hydrauliques et des ressources énergétiques, aurait entraîné des dépenses estimées à 11 millions de dollars. Le Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles, qui s'était réuni en septembre 1967, avait donc décidé de faire porter ses efforts sur un programme plus limité comportant des travaux de méthodologie et des études d'une portée moindre et d'un coût inférieur. Etant donné que les grands instituts de recherche des pays développés possédaient déjà une documentation abondante sur ces questions, le Directeur associé a fait observer qu'il conviendrait peut-être de déterminer si, au lieu de répéter de tels efforts, il ne serait pas préférable de consacrer les ressources limitées de l'Organisation à préparer une étude d'ensemble qui utiliserait les études précédentes.

71. Le Comité a été informé que divers efforts avaient été entrepris au sein des organismes des Nations Unies afin d'élaborer un programme d'action pour l'avenir. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement avait établi un rapport intitulé "Ressources naturelles des pays en voie de développement : étude, mise en valeur et utilisation rationnelle" (E/4608 et Add.1 et 2), qui devait être soumis au Conseil à sa quarante-sixième session. La quinzième Conférence générale de l'UNESCO avait également adopté en 1968 la résolution 2.313 par laquelle elle priait le Directeur général d'élaborer un programme d'action intergouvernemental et interdisciplinaire à long terme sur l'utilisation rationnelle et la conservation du milieu naturel et de ses ressources. Le Secrétariat, de son côté, avait été prié par le Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles d'entreprendre des activités ayant trait notamment à la méthodologie des études sur les ressources naturelles et à la question d'établir un inventaire de la documentation existante concernant les ressources naturelles, et en particulier les ressources minières. Dans leurs réponses à un questionnaire du Secrétariat, les gouvernements des pays en voie de développement avaient exprimé, à des degrés divers, leur intérêt pour l'exécution d'enquêtes sur certaines ressources dans leurs pays.

72. De nombreux membres ont demandé des détails sur la priorité à donner au projet de publication de la revue "Tribune des ressources naturelles" dans le programme de travail de la Division et sur le point de savoir si l'on avait consulté l'UNESCO sur la possibilité de faire paraître une publication commune. Le Comité a été informé que le périodique proposé visait à mettre à la disposition des pays en voie de développement des faits, des idées et des données d'expérience d'origine récente qui les encourageraient à mettre en valeur leurs propres ressources naturelles.

73. Après avoir examiné les avantages et les coûts de la publication de la "Tribune des ressources naturelles" et compte tenu d'autres possibilités de communiquer des informations techniques aux pays en voie de développement, le Comité recommande que le Conseil économique et social n'approuve pas le projet de publication de cette revue. Une délégation a fait état de ses réserves à propos de cette recommandation. L'attention du Comité ayant été attirée sur la publication existante de l'UNESCO, Nature et ressources, le Comité recommande que le Conseil prie le Secrétaire général d'étudier avec le Directeur général de l'UNESCO, eu égard aux publications communes existantes, la possibilité de publier toute documentation y relative dans des périodiques existants, comme celui de l'UNESCO.

74. Le Comité a rappelé que, l'année précédente, il avait recommandé que chaque service organique du Secrétariat présente un plan à long terme (E/4493/Rev.2, par. 29), et a exprimé le regret que la Division des ressources et des transports n'ait pas fourni de renseignements suffisants sur ce plan. Le Comité recommande que le Conseil prie le Secrétaire général d'entreprendre l'élaboration d'un plan à long terme, comme le Comité du programme et de la coordination l'avait demandé

en 1968. Ce plan devrait être incorporé à la stratégie pour la deuxième Décennie du développement. Le Comité souhaite être informé à sa session de 1970 des mesures prises par le Secrétaire général comme suite à cette recommandation.

75. Le Comité recommande de surseoir au projet de stockage et de restitution des données en attendant les conclusions des nombreuses études actuellement en cours de préparation sur cette question.

76. Le Comité s'inquiète de constater que nombre de projets entrepris par la Division découlent de décisions prises il y a plus de cinq ans et qu'aucune analyse adéquate de ces décisions ne lui a été fournie pour faciliter l'examen du programme de travail de la Division, conformément à la recommandation du Comité approuvée par le Conseil. Le Comité est d'avis que cet examen de décisions anciennes constitue une partie essentielle de son examen général de la priorité des projets que l'on reconduit, de leur utilité au regard des besoins actuels et futurs, et de la nécessité de prendre éventuellement, de nouvelles décisions. Le Comité sait gré au Secrétaire général de lui avoir donné l'assurance qu'il réexaminerait les anciennes autorisations et leur utilité au regard des activités nouvelles.

77. Compte tenu des réserves qui précèdent, de nombreux membres du Comité ont appuyé dans l'ensemble le programme de travail de la Division dans le domaine des ressources naturelles et ont noté que la Division disposait d'effectifs relativement limités par rapport au volume des activités de coopération qu'on attendait d'elle. Le Comité réaffirme qu'à son avis le travail de la Division dans le domaine des ressources naturelles est d'importance majeure.

### 3. Questions fiscales et financières

78. A sa 200ème séance, le Comité a examiné le programme de travail et les besoins en personnel de la Division des finances publiques et des institutions financières. Le Comité a pris note avec satisfaction des progrès accomplis en 1968 et a félicité la Division de la manière efficace et souple dont elle a utilisé ses ressources.

79. Passant en revue le programme de travail, le Directeur a appelé l'attention sur les projets achevés en 1968, sur l'évolution récente et les domaines dans lesquels des activités se poursuivaient et sur les autres domaines dans lesquels on prévoyait d'intensifier les efforts. Par exemple, le Manuel d'administration de l'impôt sur le revenu avait été étudié lors d'une réunion régionale organisée à Dakar, le "Manuel de comptabilité publique" avait été mis à jour et l'on avait préparé pour la Conférence régionale de la CEAEAO organisée à Bangkok une étude sur le rôle de l'épargne publique dans le financement des programmes gouvernementaux. En ce qui concernait la promotion du commerce d'exportation des pays en voie de développement, une table ronde d'experts sur le crédit à l'exportation comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement, avait eu lieu au Siège de l'Organisation du 24 au 28 mars 1969, et les travaux seraient poursuivis en coopération avec d'autres organismes internationaux. Rappelant

que du 15 au 20 février 1969 s'était réuni à Amsterdam un groupe d'études des investissements étrangers dans les pays en voie de développement auquel avaient participé des investisseurs privés et des représentants des pays en voie de développement et des organisations internationales, le Directeur a exprimé l'espoir que cette réunion permettrait de promouvoir encore plus vigoureusement les investissements privés étrangers. Le rapport du Groupe d'étude serait publié incessamment (E/4654). Un groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement s'est réuni du 2 au 13 décembre 1968 et a formulé des propositions à ce sujet. La Division était en train de préparer, en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et la Banque interaméricaine de développement, un certain nombre d'études sur le transfert des connaissances techniques au niveau de l'entreprise. En outre, la Division avait entrepris certains travaux qui n'étaient pas inscrits au programme, notamment deux études demandées par la CNUCED et portant sur le financement des achats de navires neufs et d'occasion et sur les pratiques restrictives en matière de commerce; à la demande de la Banque asiatique de développement, des monographies sur les banques nationales de développement avaient été préparées pour la Conférence régionale des banques nationales de développement qui doit se tenir à Manille en juillet 1969; enfin, une étude sur les ressources de la mer avait été entreprise en coopération avec la Division des ressources et des transports. Par contre, l'insuffisance des effectifs de la Division avait obligé à différer l'étude sur les primes d'assurance.

80. Parmi les autres projets importants en cours d'exécution ou de préparation figuraient notamment la préparation d'un manuel d'administration de l'impôt sur les ventes, des études sur les rapports entre le budget de l'Etat et le budget des entreprises publiques et sur l'introduction de la comptabilité mécanique, la réunion, en juin 1970, d'un groupe d'experts sur la planification des réformes fiscales, l'intensification des travaux relatifs à l'harmonisation des mesures fiscales tendant à promouvoir les investissements, et une étude sur les traités internationaux tendant à éviter la double imposition.

81. Le Directeur a indiqué que bien que les tâches qui sont confiées à la Division soient devenues plus lourdes, le nombre de ses fonctionnaires de la catégorie des administrateurs s'était maintenu à 11; un accroissement de deux postes au moins était prévu pour 1971.

82. En réponse à des questions sur sa Division, le Directeur a expliqué que les réunions périodiques d'experts sur des questions comme l'établissement des budgets publics, les crédits à l'exportation, les conventions fiscales, etc., permettaient non seulement de vérifier l'efficacité des études faites, mais aussi, ce qui importait encore plus, de faire participer davantage les pays en voie de développement à l'élaboration de méthodes réalistes permettant de résoudre leurs problèmes les plus urgents. La Division était en relation avec des administrateurs de différents gouvernements, qu'elle aide à réaliser des réformes fiscales. Le Groupe d'étude qui s'était réuni à Amsterdam avait été saisi de la proposition formulée par le représentant de Malte devant l'Assemblée générale et tendant à

créer un centre international pour la promotion des investissements; c'était l'une des propositions que la Division avait l'intention d'étudier de façon plus approfondie. La Division envisageait également d'accroître ses activités dans le domaine des incidences financières et fiscales du commerce et des investissements. A la suite de la réunion de la Table ronde sur le crédit à l'exportation en tant que moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement, de nouveaux efforts ont été déployés, en coopération avec l'ONUDI, la CNUCED, les organisations internationales intéressées et des compagnies privées d'assurances, en vue de mettre au point des systèmes régionaux et mondiaux d'assurance et de financement du crédit à l'exportation.

83. Le Comité estime que la Division des finances publiques et des institutions financières accomplit une tâche extrêmement importante; le Comité se félicite notamment du haut rang de priorité accordé aux projets entrepris dans les domaines de la planification des réformes fiscales, de l'établissement des budgets publics et de la comptabilité publique, des crédits à l'exportation, des conventions tendant à éviter la double imposition, des investissements étrangers et du transfert des connaissances techniques au niveau de l'entreprise, et de l'harmonisation des mesures fiscales. Certains représentants estiment toutefois qu'il faudrait se préoccuper davantage d'aider les entreprises du secteur privé de l'économie des pays en voie de développement. Le Comité note avec satisfaction la haute qualité des études et des rapports préparés par la Division et le fait que les effectifs de la Division ont été maintenus à un niveau relativement stable en dépit de l'augmentation de l'ensemble du volume de travail.

84. Rappelant les débats de sa deuxième session, le Comité s'est déclaré très satisfait d'avoir reçu l'assurance que l'étroite coopération qui a été établie avec d'autres organisations internationales apparentées ou non à l'ONU se poursuivra.

#### 4. Questions démographiques

85. A sa 193ème séance, le Comité a examiné le programme de travail et le tableau d'effectifs prévus pour la Division de la population. En présentant la question, le Directeur a noté que le programme de travail de la Division de la population était de plus en plus axé sur les activités d'assistance technique. Ainsi, pendant la période 1969-1971, les programmes d'assistance technique absorberaient 42 p. 100 du total des mois de travail d'administrateurs, en regard de 18 p. 100 seulement en 1968. Depuis janvier 1969, dix administrateurs des programmes spécialistes des questions démographiques avaient été affectés à des postes extérieurs, et l'on prévoyait que cinq autres fonctionnaires seraient détachés en 1971. Ils auraient pour tâche d'aider les gouvernements à déterminer les problèmes et les besoins en matière démographique et à formuler des demandes de projet au titre de l'assistance technique.

86. Le Comité a été informé qu'une division de la population avait été créée en 1968 dans le cadre du secrétariat de la CEAEO et qu'un programme asiatique régional de la population avait été mis en route. Lors de sa dernière session, la Commission économique pour l'Afrique avait décidé de renforcer son programme démographique. Il avait été notamment envisagé à cet effet, de créer en Afrique au sud du Sahara deux centres de formation et de recherche démographiques.

87. Le Comité a été informé qu'un accord avait été conclu entre l'ONU, le PNUD et les institutions spécialisées intéressées touchant leurs responsabilités respectives à l'égard de projets financés par le Fonds d'affectation spéciale pour les activités démographiques. Le Directeur général a déclaré que le Fonds d'affectation spéciale pour les activités démographiques avait exercé, dès à présent, une influence considérable sur les programmes démographiques de l'ONU, bien que le Fonds fût en réalité destiné à financer des activités d'urgence. Le Directeur général a en outre exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre d'activités d'assistance technique pourraient être financées sur le budget ordinaire. Si l'ONU voulait donner aux demandes des gouvernements concernant les problèmes démographiques la suite qui convenait, des ressources supplémentaires seraient nécessaires.

88. Le Comité a reconnu avec force que les activités extérieures de l'ONU en ce qui concerne la régulation de la croissance démographique ne devaient être entreprises qu'à la demande expresse des gouvernements, comme c'était le cas pour toutes les autres activités de coopération technique. Le Comité a appris que la diversité considérable des attitudes et des besoins qui se manifestaient dans les différentes régions et les différents pays était dûment prise en considération. Dans certains pays, l'accroissement démographique était si rapide qu'il avait des effets néfastes sur le développement économique et social, mais d'autres pays connaissaient un faible taux d'accroissement démographique; en outre, un petit groupe de pays connaissait un accroissement négatif, en raison principalement de l'émigration. Pour s'attaquer efficacement à des problèmes démographiques aussi variés, le Secrétaire général s'était efforcé de décentraliser le programme démographique de l'ONU. La Conférence asiatique de la population avait recommandé à la CEAEO qu'un haut degré de priorité fût accordé à tous les aspects des politiques économiques, sociales et démographiques qui pouvaient ralentir l'accroissement de la population. En Afrique, la nécessité d'améliorer les statistiques démographiques et de former un personnel autochtone pour étudier les corrélations entre le développement économique et les tendances démographiques se faisait fortement sentir. Il a été indiqué au Comité que les gouvernements de six pays africains avaient dès à présent adopté des politiques destinées à limiter le taux d'accroissement démographique. En Amérique latine, si l'attention s'était plus particulièrement portée sur l'étude des rapports entre les tendances démographiques et les ressources disponibles, il existait un certain nombre de programmes de planification de la famille administrés par des groupes privés avec l'approbation tacite ou au su des gouvernements. Le Comité a de nouveau obtenu l'assurance qu'il serait répondu aux besoins régionaux dans un cadre régional.

89. En réponse à une question sur le point de savoir si des études étaient actuellement effectuées au sujet des moyens de prévenir la migration des zones rurales vers les zones urbaines, le Comité a appris que la première étude globale des tendances démographiques urbaines et rurales de 1920 à 2000 venait d'être achevée. Les résultats de cette étude étaient alarmants. Alors qu'un accroissement annuel de 4,5 à 5 p. 100 était prévu dans de nombreuses régions, l'augmentation absolue de la population rurale serait tout à fait considérable. Etant donné que les conséquences d'une urbanisation rapide nécessitaient une attention immédiate, des mesures avaient déjà été prises pour s'attaquer à ce problème en coordonnant les efforts de la Division du développement social, du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et de la Division de la population.

90. Un membre du Comité a rappelé la recommandation formulée l'an dernier par le Comité dans son rapport sur sa deuxième session (document E/4493/Rev.2, par. 160) et a demandé à obtenir davantage de renseignements en ce qui concerne l'objectif du Manuel sur les méthodes de projection de la population urbaine et rurale, et sur le point de savoir si ce manuel ne ferait pas double emploi avec la publication intitulée Causes et conséquences de l'évolution démographique. Le Comité a obtenu l'assurance qu'il n'y aurait pas chevauchement entre les deux projets susmentionnés et que le nouveau manuel serait essentiellement axé sur la méthodologie des projections.

91. En réponse à une question, le Comité a appris que l'étude des méthodes, des politiques et des programmes visant à limiter les tendances de la fécondité était en cours, et engloberait de nombreuses questions qui avaient été soulevées par le Comité, en particulier le problème des motifs qui poussent certaines personnes à désirer une famille peu nombreuse, ainsi que les effets des facteurs religieux et culturels sur la planification de la famille.

92. Rappelant la recommandation formulée l'an dernier par le Comité en ce qui concerne la nécessité de consultations interinstitutions (E/4493/Rev.2, par. 164), le Comité a appris qu'une coordination des efforts, comme celle qui était envisagée par le Comité, avait présidé à l'élaboration des projections révisées destinées à la deuxième Décennie du développement. Les projections de la population totale par sexe et par âge étaient actuellement mises à jour et, à la demande de l'UNESCO, une classification par groupes d'âge plus précise avait été mise au point pour les projections dans le domaine de l'éducation. L'OIT avait également utilisé ces chiffres pour l'établissement des projections de la population active, dont elle comptait se servir dans le cadre d'un Programme mondial de l'emploi. La FAO devait établir des projections de la population agricole et de la main-d'oeuvre agricole. De même, la coopération du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement était prévue pour l'élaboration de projections concernant l'évolution démographique urbaine et rurale.

93. En ce qui concerne les cycles d'études et réunions, le Comité a appris qu'un groupe consultatif d'experts s'était récemment réuni pour examiner s'il était opportun de réunir un troisième Congrès mondial de la population qui étudierait les importants problèmes posés par les tendances démographiques actuelles et celles que faisaient apparaître les projections. Un cycle d'études interrégional sur l'application des données et études démographiques à la planification du développement devait se tenir à Kiev en septembre 1969. Des cycles d'études régionaux se réuniraient en Afrique, en Asie et en Amérique latine, avec l'appui du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, afin d'examiner les besoins particuliers de ces régions. Enfin, une conférence régionale de la population était prévue en 1970 pour l'Amérique latine et en 1971 pour l'Afrique.

94. Le Comité note avec satisfaction que le programme de travail de la Division est de plus en plus orienté vers les activités opérationnelles et félicite la Division de l'utilisation très ingénieuse qu'elle a faite du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques, en particulier pour financer les postes de fonctionnaires des programmes spécialistes des questions démographiques.

95. Le Comité accueille avec satisfaction l'accord qui a été réalisé entre l'ONU, le PNUD et les institutions spécialisées intéressées au sujet de leurs responsabilités respectives à l'égard des projets financés par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques, les mesures qui ont été prises pour coordonner les activités de la Division de la population et de la Division du développement social et du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification en vue d'étudier les conséquences de l'urbanisation accélérée, ainsi que la coopération avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification pour l'établissement de projections de l'évolution démographique urbaine et rurale.

##### 5. Centre de l'habitation, de la construction et de la planification

96. A sa 192ème séance, le Comité a revu le programme de travail du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, ainsi que les besoins en personnel dudit Centre.

97. Le Directeur du Centre a rappelé que le Conseil, en 1964, lorsqu'il avait pour la première fois recommandé la création du Centre, avait approuvé un effectif de 35 administrateurs, alors qu'en 1969 le chiffre réel était de 26 seulement. Les trois postes nouveaux demandés pour 1970 ne porteraient encore le total qu'à 29, soit 6 postes de moins que le nombre estimé par le Conseil en 1964.

98. A sa dernière session, le Comité avait reconnu que l'activité du Centre relevait d'un domaine hautement prioritaire. Le Conseil avait ultérieurement adopté ce point de vue et était même allé plus loin en transférant trois projets



de la catégorie II dans la catégorie I, leur attribuant ainsi la priorité la plus élevée dans le programme de travail. De plus, comme l'indiquaient les chiffres des dépenses relatives aux programmes de coopération technique, les pays en voie de développement accordaient une priorité élevée aux activités entreprises dans ce domaine, ce qui avait entraîné un accroissement considérable de 42,8 p. 100 - soit 1,1 million de dollars - des dépenses entre 1967 et 1968. En 1968, le programme d'activités opérationnelles avait nécessité quelque 183 experts et donné lieu à sept sous-contrats. A l'exception des trois projets susmentionnés qui avaient été reclassés dans la catégorie I par le Conseil, le programme de travail n'avait pas changé depuis que le Comité l'avait examiné en 1968 lors de sa deuxième session.

99. Une question a été soulevée : il s'agissait de savoir si le Comité préparatoire de la deuxième Décennie pour le développement avait attribué une priorité élevée aux activités relatives à l'habitation, la construction et la planification et si, dans la négative, le Comité du programme et de la coordination ne devrait pas tenir compte de la liste de secteurs clefs dressée expressément sans ordre de priorités par le Comité préparatoire pour aboutir à ses propres conclusions touchant les priorités à arrêter pour les divers secteurs. Rappelant le bref débat consacré au problème que pose l'établissement d'un ordre de priorités à ce stade, le Comité n'a pas essayé de répondre à cette question, mais la plupart de ses membres ont réaffirmé que le secteur de l'habitation, de la construction et de la planification revêtait une priorité élevée pour les pays en voie de développement. En outre, le Comité a noté que le programme relatif à l'habitation, à la construction et à la planification constituerait l'un des éléments du domaine intitulé "Amélioration du milieu humain" figurant dans la liste des secteurs clefs établie par le Comité préparatoire. On a fait aussi observer que l'habitation, l'urbanisation et la planification d'installations collectives devaient être considérées dans le contexte de l'industrialisation, domaine auquel tous les organismes des Nations Unies accordent un rang de priorité élevé.

100. En réponse à des questions concrètes, le Directeur a donné au Comité des renseignements supplémentaires sur certains programmes entrepris par le Centre. Bien que l'exploitation des ressources forestières fût du ressort de la FAO, le Centre collaborait avec cette institution à la mise au point de matériaux de construction pour l'habitation. Par sa résolution 1170 (XLI), le Conseil avait chargé le Centre de trouver de nouveaux modes de financement de l'habitation; une étude sur ce sujet était en cours d'élaboration, sous la direction d'un groupe de travail commun de l'ONU et du PNUD et devait être présenté au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa prochaine session. La recommandation touchant la création d'une société de financement de l'habitation avait été formulée par un groupe d'experts européens, étant entendu que l'une des institutions internationales existantes s'acquitterait de cette fonction : la mise en place d'une division du financement urbain au secrétariat de la BIRD serait une possibilité à cet égard. Les nouveaux projets proposés pour 1971 étaient subordonnés aux décisions du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le projet relatif à la circulation urbaine, qui devait être exécuté avec la coopération de la Division des ressources et des transports, avait été recommandé par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

à sa cinquième session et n'avait pu, faute de ressources, être incorporé plus tôt dans le programme. Le projet relatif à l'économie urbaine suivrait logiquement l'achèvement du projet relatif au financement de l'habitation et avait pour objet de rechercher les meilleures façons d'aborder le problème de l'urbanisation au cours des 10 prochaines années. Le projet sur l'industrialisation de la construction, qui devait être exécuté en coopération avec l'ONUDI, porterait essentiellement sur les pays en voie de développement et sur l'utilisation des matériaux de construction locaux. Ne disposant pas de ressources plus importantes, le Centre ne pouvait rien faire de plus qu'il ne faisait en matière de projets pilotes, de développement rural et d'aménagement des villages. Quant à la campagne visant à appeler l'attention sur les problèmes du logement, les mois de travail nécessaires mentionnés correspondaient au personnel requis pour appliquer la résolution 1300 (XLIV) du Conseil; le Secrétaire général avait reçu à ce jour 54 réponses à la communication qu'il avait adressée aux Etats Membres, la majorité des réponses étant favorable à la campagne; toutefois, les réponses devaient être analysées de manière plus approfondie. Des projets pilotes et des projets de démonstration devaient être entrepris à la fin de l'année ou au début de l'année suivante. Le Centre participait aux travaux préparatoires de la Conférence de 1972 sur le milieu humain, mais les activités concernant la Conférence qui devait se tenir à Prague en 1971 sur le même sujet étaient du ressort de la CEE.

101. Le Comité a été déçu de la lenteur des progrès réalisés en ce qui concerne la création à New Delhi de l'Institut des Nations Unies pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification conformément à la résolution 1301 (XLIV) du Conseil économique et social. Une seule contribution avait jusqu'à présent été annoncée.

102. La plupart des membres du Comité se sont réjouis de ce que le programme d'activités du Centre comporte des projets concernant les aspects sociaux de l'habitation et de l'urbanisation, l'architecture des habitations à bon marché et le développement des installations collectives. Soulignant l'importance des travaux relatifs à l'habitation rurale, à la planification des installations collectives dans les villages et aux projets pilotes et de démonstration, de nombreux membres du Comité ont exprimé l'espoir que des ressources suffisantes pourraient être affectées à ces projets.

103. Le Comité a reconnu la valeur des cycles d'études en tant qu'instrument pour donner une formation, en cours de carrière, à des spécialistes en matière d'habitation, de construction et de planification. Cependant, il n'était pas sûr que cette méthode se prête à une application large et fréquente.

104. En ce qui concerne la recherche et les études, de nombreux membres du Comité ont exprimé à nouveau l'espoir que les projets entrepris par le Centre continueraient à être axés sur les activités opérationnelles visant à répondre aux besoins concrets des pays en voie de développement.

## 6. Services statistiques

105. Le Comité a examiné à sa 192ème séance le programme de travail et les besoins d'effectifs du Bureau de statistique, qui englobe les services statistiques et le Centre international de calcul électronique.

106. Le Directeur par intérim du Bureau de statistique a décrit brièvement les principales activités du Bureau : a) rassembler, compiler et publier toutes sortes de statistiques économiques et sociales internationalement comparables; b) mettre au point, pour les soumettre à l'examen de la Commission de statistique, des projets de directives et de normes statistiques internationales à l'usage des pays; c) préparer des manuels techniques, participer à l'organisation et à la direction de groupes de travail, cycles d'études, etc., et d) fournir d'autres formes d'assistance technique. Le Bureau de statistiques assure en outre le secrétariat de la Commission de statistique. Le nouveau poste d'administrateur demandé pour 1970 était nécessaire afin de renforcer les travaux entrepris sur la comptabilité nationale et les statistiques de base connexes à l'intention des pays en voie de développement qui avaient besoin d'orientation technique. Malgré le volume grandissant d'activités prévues dans le domaine des statistiques de l'industrie et du commerce extérieur, on n'envisageait pas d'accroissement d'effectifs pour 1971, grâce à la possibilité d'utiliser du personnel libéré par l'achèvement d'autres projets d'ici là. Les prévisions pour 1971 étaient naturellement provisoires et sujettes à révision en fonction du programme de travail qu'adopterait la Commission de statistique à sa seizième session.

107. A propos du programme de travail du Centre international de calcul électronique, le Directeur par intérim a indiqué que le Centre assurait le traitement électronique pour tous les services de l'ONU et rendait des services analogues à prix coûtant aux institutions spécialisées ainsi qu'à divers gouvernements et organismes privés qui en faisaient la demande. Les services du Centre étaient de plus en plus demandés et un certain nombre d'études étaient en cours pour identifier de nouveaux domaines susceptibles de se prêter à l'emploi des ordinateurs. C'était en vue du surcroît d'utilisation des services du Centre prévu pour 1970 et des améliorations à apporter au traitement des données et aux programmes existants que l'on demandait deux nouveaux postes de programmeurs et un nouveau poste d'agent des services généraux. L'emploi des ordinateurs par les organismes des Nations Unies faisait l'objet d'une étude détaillée dont les résultats nécessiteraient peut-être la présentation d'un rapport sur cette question à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale.

108. En réponse à des questions relatives à l'emploi des services de calcul électronique, le Directeur par intérim a informé le Comité qu'un certain nombre de rapports sur cette question avaient été rédigés ou étaient en voie de l'être, à savoir : a) la note du Secrétaire général sur l'utilisation accrue des techniques modernes de gestion et des ordinateurs (E/AC.51/GR.19 et Add.1) rédigée comme suite à une demande du Comité élargi du programme et de la coordination; b) un chapitre de l'étude de capacité du PNUD demandée par le Conseil d'administration du PNUD, consacré à la question de l'utilisation des ordinateurs pour le stockage, le traitement et la restitution des informations relatives aux activités administratives et opérationnelles du PNUD; c) une étude demandée par l'Assemblée

générale sur l'application des techniques électroniques de stockage, de traitement et de recherche de l'information aux données qui serviront aux activités de planification et d'évaluation à entreprendre dans le cadre de la deuxième Décennie du développement; d) une étude entreprise comme suite à la décision que le Conseil économique et social avait prise à sa 1057ème séance (quarante-troisième session) de voir créer un index central des principaux documents des organismes des Nations Unies; e) un rapport sur l'utilisation des ordinateurs et des techniques de calcul électronique pour le développement, demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2458 (XXIII); f) un rapport sur la possibilité d'employer les ordinateurs à la restitution et au traitement des renseignements sur les ressources naturelles non agricoles demandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1316 (XLIV); g) un rapport sur l'activité du Comité des utilisateurs d'ordinateurs au sujet de l'utilisation des ordinateurs par les organismes des Nations Unies, en préparation comme suite à la résolution 1368 (XLV) du Conseil économique et social; h) une étude sur l'emploi rationnel des services de calcul électronique dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies elle-même, demandée par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation. Trois autres études allaient également être entreprises au sujet de l'emploi des ordinateurs pour les besoins du Secrétariat : elles portaient respectivement sur l'application des ordinateurs à l'enregistrement des renseignements relatifs au personnel, à l'enregistrement des transactions du Service des achats et des transports, et à la restitution de l'information, cette dernière étude devant être entreprise par la Bibliothèque des Nations Unies en collaboration avec l'Université de New York.

109. Le Comité a été informé que le rapport Ressources mondiales en énergie paraissait à intervalles variables et qu'il était très demandé par les sociétés commerciales, par les organismes des Nations Unies eux-mêmes et par les milieux universitaires. De nombreux lecteurs y cherchaient de quoi les aider à déterminer le niveau actuel et le niveau potentiel de l'offre et de la demande d'énergie provenant de différentes sources; d'autres, comme l'ONUDI, l'utilisaient pour leurs travaux de régression et de corrélation entre la consommation d'énergie et le développement industriel. Certains économistes préféraient les données relatives à la consommation d'énergie aux chiffres du revenu national comme mesure rapide du degré de développement économique d'un pays.

110. Un grand nombre de membres du Comité ont pris note des efforts que faisait le Bureau de statistique pour centraliser les services de calcul électronique de l'Organisation et ont une fois de plus exprimé leur inquiétude de voir les services de calcul électronique fort coûteux se multiplier dans les organismes des Nations Unies.

111. D'une façon générale, le Comité a envisagé favorablement les travaux en cours sur la normalisation des classifications, méthodes et concepts statistiques à l'échelle mondiale; il s'est enquis des progrès réalisés en ce qui concerne la mise au point d'un programme coordonné de statistiques internationales. Le Directeur par intérim a indiqué que la Commission de statistique serait saisie à sa prochaine session en février-mars 1970 d'un rapport établi par le Bureau de statistique de concert avec les institutions spécialisées et dans lequel serait présenté un programme international de statistiques intégrées et coordonnées pour 1970 et 1971 et une ébauche de programme pour les années 1972 à 1975. La mise à

exécution de l'accord récemment intervenu en la matière avec les institutions spécialisées ne se heurtait à aucun obstacle insurmontable, mais le Directeur par intérim a néanmoins tenu à signaler que si difficile que fût la coordination, l'intégration serait assurément beaucoup plus épineuse encore.

112. Le Comité félicite le Bureau de statistique de l'emploi judicieux qu'il fait de ses effectifs. Il attache une grande importance aux activités du Bureau de statistique et du Centre international des calculs électroniques.

## 7. Administration publique

113. A sa 193<sup>ème</sup> séance, le Comité a examiné le programme de travail et les besoins d'effectifs dans le domaine de l'administration publique.

114. Le Directeur de la Division de l'administration publique a rappelé que le programme était un programme de caractère essentiellement opérationnel, comme il avait été proposé par la réunion d'experts concernant le programme de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration publique et par le Conseil dans sa résolution 1199 (XLII), qui vise à faire de l'administration publique un instrument au service du développement. Les dépenses au titre des programmes de coopération technique sur le terrain sont passées de 2,4 millions de dollars en 1965 à 4 millions de dollars en 1968, et une progression notable est également prévue pour 1969 et 1970. Alors qu'en 1965, le programme avait principalement pour but de former du personnel administratif au niveau des fonctionnaires débutants et des fonctionnaires de niveau moyen et d'aider les pays en voie de développement, par l'intermédiaire d'experts individuels, dans des domaines spécialisés comme l'organisation et la gestion, les services fournis en 1968 et envisagés pour 1969 ont mis en évidence de nouveaux types de demandes qui concernent notamment la réforme administrative globale, l'amélioration des entreprises publiques, la formation de fonctionnaires de rang supérieur, l'administration locale et autres activités dont les effets sur les services administratifs des pays en voie de développement peuvent être beaucoup plus significatifs.

115. La Division a également fourni un appui au Département en coopérant avec diverses divisions dans les domaines où leurs activités touchent à l'administration publique. En outre, la Division coopère, sur demande, avec d'autres divisions du Secrétariat et avec les institutions spécialisées en ce qui concerne les aspects administratifs de diverses activités relevant de leur compétence. Le Directeur a noté que malgré l'accroissement du volume des activités opérationnelles, seule une modeste augmentation d'effectifs avait été prévue pour 1971.

116. Une certaine inquiétude a été manifestée par certains membres quant au fait qu'aucune décision n'avait manifestement été prise touchant les effectifs que le Comité avait jugés appropriés lors de ses précédentes sessions, alors que les membres du Comité estimaient avoir obtenu l'assurance que des mesures positives seraient prises à cet égard, malgré les décisions concernant une réduction budgétaire globale affectant le nombre des postes proposés pour 1968 et 1969.

117. Il a été indiqué au Comité que, si les effectifs ne correspondaient pas exactement aux recommandations du Comité d'experts, ils étaient néanmoins complétés par d'autres dispositions. Outre les 15 postes permanents prévus pour 1969, la Division comptait deux conseillers techniques chargés de prêter leur concours au programme de coopération technique. En 1970, outre les 48 mois-homme de consultants prévus au Titre V du budget ordinaire, on envisageait d'ajouter 9 mois-homme au Chapitre 3. Le nombre des conseillers interrégionaux, qui avaient eux-mêmes besoin d'un appui, serait probablement réduit de quatre postes et 48 mois-homme en 1969 à quatre postes et 40 mois-homme en 1970. Etant donné que l'accroissement du volume des activités opérationnelles ne s'était pas accompagné d'une progression correspondante des effectifs, seuls les programmes présentant le plus grand intérêt pour les pays en voie de développement avaient été exécutés, à titre prioritaire. D'un autre côté, la qualité de l'appui fonctionnel avait souffert, l'évaluation des projets ne pouvait s'opérer qu'à une échelle très limitée, le détachement de fonctionnaires dans les régions, recommandé par le Conseil dans sa résolution 1199 (XLII), avait été retardé et ne pourrait commencer, à une échelle modeste, qu'en 1971; les activités au niveau régional n'avaient pas reçu et ne pouvaient recevoir du Centre l'appui nécessaire, malgré les pressions qui s'exerçaient à partir des secrétariats régionaux; et certaines activités jugées souhaitables par la réunion d'experts de 1967 n'avaient pu être incorporées au programme de travail.

118. Le Comité estime que le programme de travail dans le domaine de l'administration publique présente un grand intérêt pour tous les pays, et il note avec une satisfaction particulière que ce programme peut répondre aux besoins des pays en voie de développement dans des domaines d'une importance aussi décisive que la réforme administrative, le perfectionnement des fonctionnaires de rang supérieur, l'administration locale et la formation de scientifiques et de techniciens appelés à travailler dans le cadre de la fonction publique. Le Comité se réjouit que la Division fasse appel à des fonctionnaires originaires de différentes régions du monde et de pays ayant des systèmes administratifs différents, ainsi que des dispositions qu'elle a prises pour confier d'importantes études à des organismes extérieurs au système des Nations Unies moyennant un minimum de dépenses pour le programme.

#### 8. Science et technique

119. A ses 187ème, 188ème et 189ème séances, le Comité a examiné et revu le programme de travail de la Direction chargée de la science et de la technique ainsi que ses besoins en personnel pour 1970 et ses projections pour 1971.

120. Le Directeur chargé de la science et de la technique a exposé le double rôle de ce service, expliquant qu'il assurait le secrétariat du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, du Sous-Comité du CAC pour la science et la technique et du Comité consultatif scientifique et qu'il était, au Secrétariat, le service chargé de mener à bien les activités découlant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la science et à la technique. Le Directeur a appelé l'attention du Comité sur le sixième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science

et de la technique au développement (document E/4611 et Add.1 et 2), dans lequel étaient exposés brièvement les travaux du Comité consultatif depuis sa création, en 1963, et son présent programme de travail; ce programme de travail avait pris de l'ampleur au cours des douze derniers mois conformément au mandat du Comité et comme suite à un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil. C'était en partant de l'hypothèse que le Comité consultatif poursuivrait ses travaux tels qu'ils étaient conçus actuellement qu'une augmentation des effectifs était proposée pour la Direction chargée de la science et de la technique. On avait tenu compte également du volume de travail de plus en plus important que la Direction avait à faire en tant que service du Secrétariat chargé de s'occuper des questions de science et de technique relatives au développement.

121. En réponse aux questions posées en ce qui concerne le rôle du Comité consultatif et son programme de travail, le Directeur a souligné que les éléments de ce programme de travail découlaient tous du mandat du Comité consultatif ou de résolutions précises de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social telles que la résolution 1155 (XLI) du Conseil relative au Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement. Le Comité consultatif n'avait pas d'activités opérationnelles au même titre que les institutions spécialisées. Il lui incombait de donner suite à ses recommandations en entreprenant un certain nombre de travaux de promotion pour faire largement connaître ses vues et s'assurer qu'il en soit tenu compte. C'était là que des malentendus surgissaient parfois : il n'était pas toujours facile de déterminer le seuil à partir duquel des travaux de promotion devenaient des activités opérationnelles.

122. Le Comité confirme qu'il considère la science et la technique comme l'un des secteurs hautement prioritaires du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi, et en raison du volume de travail de plus en plus important que la Direction chargée de la science et de la technique était priée de faire, il était indispensable d'examiner avec soin les propositions du Secrétaire général pour 1970 et les projections pour 1971. A cet égard, le Comité a examiné le rôle du Comité consultatif et a entendu des déclarations des représentants de l'OMS, de l'UNESCO, de la FAO et de l'AIEA au sujet de la collaboration entre ces institutions et le Comité consultatif.

123. En ce qui concerne le programme de travail de la Direction chargée de la science et de la technique, de nombreux membres du Comité l'ont appuyé d'une façon générale. Le Comité a reconnu la valeur de projets tels que le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et le projet relatif à l'utilisation des protéines comestibles. Le Comité a reconnu, comme l'avait fait l'Assemblée générale, l'importance que présentent pour le développement économique et social de tous les pays des projets comme celui qui concerne l'utilisation d'ordinateurs et le programme de travail relatif au milieu humain. Un membre du Comité s'est demandé si des ressources suffisantes étaient allouées aux activités nécessaires pour donner suite aux travaux sur les protéines.

124. Le Comité a reçu des explications du Directeur en ce qui concerne les effectifs proposés. Il a pris note de l'expansion régulière du programme du Comité consultatif, de la nature complexe et hautement technique de ses travaux, des

besoins en personnel qu'il fallait satisfaire en conséquence pour lui fournir les services voulus et de l'accroissement des travaux de la Direction comme suite aux décisions prises par l'Assemblée générale. Le Comité a également noté que, malgré cela, les effectifs n'avaient augmenté que très lentement au cours des trois dernières années. Le Comité a noté, en outre, que le programme de travail reposait sur certaines hypothèses quant à l'avenir du Comité consultatif.

125. Le Comité estime qu'il conviendrait de revoir, compte tenu de ses délibérations, les effectifs considérés comme appropriés pour la Direction chargée de la science et de la technique. Il rappelle les observations qu'il a formulées précédemment, à savoir qu'il faudrait recourir au maximum, chaque fois que possible, aux services de fonctionnaires détachés des institutions spécialisées et, au besoin, de consultants. Le Comité reconnaît qu'il faut un certain effectif pour que le service soit viable, mais il souligne à nouveau, comme il l'a fait en 1968, que ni le Comité consultatif ni la Direction chargée de la science et de la technique ne devraient jouer un rôle opérationnel. Les travaux de ces organes ne devraient pas faire double emploi avec ceux des institutions spécialisées ni leur faire concurrence, mais devraient être effectués en collaboration aussi étroite que possible avec les institutions qui ont des responsabilités essentielles dans ce domaine. Ce faisant, le Comité consultatif agirait en conformité de son mandat et dans le cadre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

#### 9. Les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth

126. A ses 202ème et 203ème séances, le Comité a examiné les nouveaux programmes de travail proposés par les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth pour les années 1970, les projections pour 1971 et les incidences budgétaires de ces programmes.

127. Dans son exposé liminaire, le Directeur de la Division du budget a déclaré qu'à titre d'essai, on avait envoyé deux membres de la Division au secrétariat de la CEAEO et à celui de la CEPAL aux fins d'examiner avec le Secrétaire exécutif et les directeurs de division le programme de travail de ces deux commissions. Un fonctionnaire supérieur du Service financier s'était rendu à la CEA aux mêmes fins, et le Directeur de la Division du budget s'était rendu lui-même à la CEE. Depuis que cet examen des incidences budgétaires des programmes de travail des commissions économiques régionales avait eu lieu, celles-ci avaient tenu, chacune, leur session ordinaire et les rapports pertinents allaient être étudiés aux fins d'établir les incidences des décisions adoptées sur les programmes de travail et les crédits budgétaires demandés. La CEA avait adopté plusieurs résolutions portant sur l'appareil institutionnel de la Commission, la réorganisation du secrétariat et les futurs programmes de travail et ordres de priorité. Quant à la CEE, elle avait décidé de concentrer son attention sur un certain nombre de domaines prioritaires, tels que la science et la technique, la planification économique à long terme et le milieu de vie.



128. Le Comité a décidé, conformément à une décision antérieure, que la présente session porterait principalement sur les nouveaux programmes des commissions économiques régionales. Un examen approfondi des programmes de travail des commissions serait entrepris en 1971 (E/4493/Rev.2, par. 18). Les membres du Comité qui représentent des pays en voie de développement ont estimé que le Comité devait appuyer, modifier ou rejeter les programmes de travail, et que c'était là la seule façon de faire oeuvre utile en examinant les programmes de travail. Plusieurs représentants de pays développés ont estimé, quant à eux, que le Comité n'était pas chargé d'appuyer ou d'approuver les programmes de travail, ni de se prononcer sur le montant des crédits nécessaires. De l'avis de certains membres, le Comité n'avait disposé ni du temps, ni de la documentation nécessaires pour pouvoir examiner comme il convenait les programmes de travail des commissions économiques régionales. Plusieurs représentants de pays en voie de développement ont demandé qu'il soit indiqué dans le rapport que les vues qu'ils avaient exprimées au sein du Comité et leur approbation des programmes de travail étaient fondées sur un examen minutieux des documents soumis au Comité.

129. Lors de l'examen du programme de travail de la CEA, les représentants des pays en voie de développement ont appuyé sans réserve le programme de travail, l'ordre des priorités et les demandes de personnel présentés par la CEA. Ils ont également approuvé le choix fait par la CEA des activités de haute priorité auxquelles elle s'attacherait particulièrement. Ces activités portent notamment sur les programmes relatifs à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les transports et communications, la modernisation de l'agriculture, l'intégration régionale, le commerce international, le tourisme, le développement des échanges, les ressources naturelles et le développement industriel. On s'est également félicité que la CEA accorde une attention particulière aux problèmes qui se posent aux plus défavorisés des pays en voie de développement. Les représentants des pays en voie de développement ont estimé en outre que, par rapport à l'élargissement du programme, le nombre de postes supplémentaires dont la création était demandée paraissait modeste. Certains représentants de pays développés ont déclaré d'une manière non équivoque que, tout en reconnaissant l'importance du programme de travail de la CEA ou de certains aspects de ce programme, ils n'étaient pas en mesure de se prononcer quant aux besoins en personnel qu'il entraînerait ou à ses incidences budgétaires.

130. Les représentants des pays en voie de développement ont approuvé sans réserve le programme de travail soumis par la CEAE0. On a souligné l'importance que présentaient certains domaines pour la région de la CEAE0, notamment les programmes relatifs aux ressources naturelles, au développement industriel, à la planification du développement, à la population, à la science et à la technique, et à l'agriculture. On s'est également félicité que la CEAE0 s'emploie à susciter, chez ses membres, une attitude propre à favoriser une coopération régionale constructive et fructueuse. Là encore, les délégations de pays développés n'ont pas cru devoir appuyer ou approuver le programme de travail de la CEAE0 et ont préféré qu'il soit dit dans le rapport qu'elles avaient donné leur assentiment au programme de travail, ou en avaient pris note. De leur côté, les représentants des pays socialistes d'Europe orientale ont fait état de leur position, selon laquelle tous les pays de la région devraient être autorisés à participer aux travaux de la CEAE0.

131. Dans leurs observations relatives au programme de travail de la CEE, divers représentants ont mentionné spécialement certains programmes de la Commission qu'ils estimaient particulièrement importants. Un représentant, appuyé par d'autres, a fait observer que nombre de pays ou régions d'Europe méridionale étaient insuffisamment développés et ont estimé que la CEE devrait accorder une attention particulière aux problèmes qui se posent dans ces régions européennes en voie de développement, ainsi qu'aux problèmes des pays en voie de développement du tiers monde. D'autres membres du Comité ont souligné l'importance des activités qui visent à aider les pays en voie de développement à promouvoir le commerce entre l'Est et l'Ouest, les échanges dans le domaine de la science et de la technique, et le tourisme. On a également souligné l'importance de la coopération de la CEE avec la CNUCED, l'ONUDI, le FNUD et les autres commissions régionales. Un représentant a déploré que le Comité n'ait pas été saisi du programme de travail à long terme établi par la CEE, et a exprimé l'espoir que ce programme pourrait être présenté au Comité à sa prochaine session, en 1970. Dans le cas de la CEE également, les représentants des pays socialistes d'Europe orientale ont exprimé le regret que tous les pays européens ne puissent être membres de cette commission et que la République démocratique allemande en soit exclue.

132. Un membre du Comité a craint que la décision de la CEE de maintenir ses ressources en 1971 au même niveau qu'en 1970 ne risque de se traduire par un ralentissement de ses activités. Le représentant du Secrétariat a précisé que, dans une communication qu'il avait fait parvenir au Siège, le Secrétaire exécutif de la CEE avait déclaré qu'il lui paraissait à première vue possible, compte tenu des débats de la Commission, de ne pas avoir à demander pour 1971 une augmentation des effectifs supérieure à celle qui était demandée pour 1970. Le représentant du Secrétariat a précisé en outre que l'exécution du projet relatif aux projections des échanges serait bientôt terminée et que, de ce fait, des ressources deviendraient disponibles pour d'autres études, notamment pour celles qui se rapportent aux pays moins développés de la région de la CEE.

133. Les représentants des pays en voie de développement ont approuvé le programme de travail de la CEPAL. Ils ont tout particulièrement approuvé les activités de la Commission dans les domaines de l'intégration économique régionale et sous-régionale, du commerce international, des transports et de la mobilisation des ressources nationales. Ils ont également appuyé la décision de la CEPAL de renforcer ses bureaux sous-régionaux de la région des Andes et de la région des Antilles. Ils ont, dans le cas de la CEPAL également, estimé que les demandes de ressources supplémentaires étaient très raisonnables. Un représentant a exprimé des préoccupations en constatant que, dans son budget et ses ressources, la CEPAL prévoyait pour l'administration et les frais généraux un pourcentage et une augmentation qui semblaient disproportionnés. Le représentant du Secrétariat a précisé qu'une partie des dépenses prévues à ces titres se rapportait à la construction du nouveau bâtiment de la CEPAL à Santiago. En outre, le personnel des bureaux sous-régionaux de la CEPAL s'occupait surtout des activités opérationnelles et techniques et non d'activités d'ordre administratif. Il convenait également de tenir compte du fait qu'une bonne partie des dépenses inscrites au poste "Frais généraux" dans le cas de la CEPAL et des autres commissions régionales relevaient du budget relatif aux activités économiques et sociales.

134. D'une manière générale, les membres du Comité se sont félicités de l'ordre de priorité établi par le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth. Ils ont souligné l'importance du programme relatif à l'administration publique, qui avait été recommandé par le Comité dans son premier rapport. Un représentant ayant exprimé la crainte que les ressources dont dispose le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth pour ses activités en matière d'administration publique ne suffisent pas à assurer l'exécution de son ambitieux programme, le représentant du Secrétariat a informé le Comité que le Siège envisageait de fournir un appui au Bureau de Beyrouth à cet effet.

135. D'une manière générale, les membres du Comité se sont félicités du travail qu'accomplissent les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth et ils ont reconnu l'importance de leur tâche et de leur rôle.

#### 10. Commerce international

136. De sa 197ème à sa 200ème séance, le Comité a examiné le programme de travail de la CNUCED et ses besoins en personnel. Présentant le projet de programme de travail du secrétariat de la CNUCED, le représentant du secrétaire général de la CNUCED a expliqué notamment que le programme à l'étude s'étalait maintenant sur quatre années et fournissait des indications sur le rang de priorité accordé aux différents projets et des renseignements détaillés sur le temps que le personnel devrait consacrer à chaque projet sur l'ensemble de la période de programmation. Il n'avait pas été possible d'inclure dans le document des renseignements aussi détaillés sur le coût estimatif des projets envisagés pour 1970 et 1971. Toutefois, comme le Secrétaire général avait récemment approuvé les demandes de crédits concernant la CNUCED pour 1970, des renseignements à ce sujet venaient d'être communiqués au Comité pour l'année 1970, en même temps que le programme de travail du Centre du commerce international.

137. Le programme de travail de la CNUCED ne comprenait que les projets découlant de décisions de la Conférence et du Conseil du commerce et du développement; il ne tenait pas compte des décisions prises par d'autres organes de la CNUCED depuis la huitième session du Conseil et ne comprenait, par exemple, aucun projet lié à l'une quelconque des résolutions adoptées récemment par la Commission des transports maritimes.

138. Le Conseil avait examiné le programme de travail à sa huitième session en février. Au lieu de le faire en séance plénière, comme précédemment, il avait nommé un groupe de travail spécial chargé d'étudier le programme de travail en profondeur. Après avoir approuvé le rapport de ce groupe, le Conseil avait décidé de l'incorporer intégralement dans son propre rapport à l'Assemblée générale.

139. Certains représentants de pays développés à économie de marché ont estimé que le secrétariat de la CNUCED avait classé un trop grand nombre de projets dans la catégorie de priorité la plus élevée, ce qui avait des répercussions directes sur les besoins en personnel du secrétariat et sur le nombre de consultants engagés. On a également émis l'opinion que le moment était peut-être venu pour

le Conseil de réexaminer les programmes de la CNUCED et qu'à cette occasion il devrait accorder une attention particulière aux secteurs où les activités de la CNUCED risquaient de faire double emploi avec celles d'autres organisations internationales comme l'ONUDI, la FAO, l'OMCI et le GATT.

140. Le représentant d'un pays d'Europe orientale, tout en appuyant le programme de travail de la CNUCED dans son ensemble, s'est associé à la plupart des observations présentées par les pays développés à économie de marché. Il s'est référé tout particulièrement à la forte augmentation des effectifs du secrétariat. Pour mettre un frein à cette tendance, il faudrait faire face aux nouvelles tâches qui pourraient surgir en mutant des fonctionnaires d'autres services du secrétariat. Toutefois, ces mutations de fonctionnaires ne devraient pas se faire aux dépens de la Division des politiques commerciales ni de la Division des échanges avec des pays socialistes, en raison de l'importance des tâches dont s'acquittaient ces divisions. Le même représentant a exhorté le secrétaire général de la CNUCED à transférer à Genève les services organiques du secrétariat se trouvant actuellement à New York. A son avis, il ne devrait rester à New York que quelques fonctionnaires chargés de la liaison.

141. Les représentants des pays en voie de développement ont manifesté leur plein appui pour le programme de travail et ont estimé que l'augmentation d'effectifs proposée pour en assurer l'exécution était en réalité modeste et justifiée. Au sujet du rang élevé de priorité accordé à certains projets, ils ont non seulement approuvé ces priorités mais encore estimé que d'autres projets auraient dû recevoir un rang de priorité plus élevé. A propos de la nécessité d'une coordination avec les autres organisations, on a exprimé l'opinion que les efforts faits pour éviter les chevauchements des activités n'étaient louables que dans la mesure où les dispositions pratiques prises en accord avec d'autres organisations n'imposeraient aucune limitation aux responsabilités et aux tâches confiées aux organes subsidiaires et au secrétariat de la CNUCED par l'Assemblée générale, la Conférence et le Conseil.

142. A propos des diverses questions discutées par le Comité, les représentants des pays en voie de développement ont mis l'accent tout particulièrement sur la nécessité d'intensifier les activités de la CNUCED dans certains domaines tels que le tourisme, l'information et les transports maritimes. On a souligné qu'il était nécessaire que la CNUCED accorde une priorité plus élevée aux activités d'assistance technique. Ces mêmes représentants ont émis l'opinion que la CNUCED devrait jouer un rôle important dans la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Quant au Bureau de New York, on a suggéré que, vu le caractère particulier de la CNUCED et de ses responsabilités et compte tenu de la nature des travaux auxquels il se consacrait, le secrétaire général de la CNUCED avait besoin de ce bureau.

143. Le représentant du secrétaire général de la CNUCED a fourni un certain nombre d'explications demandées par divers membres du Comité. Le fait que pour un nombre appréciable de projets aucune date d'achèvement n'était indiquée tenait en partie à ce que ces projets avaient trait à des travaux d'analyse et de recherche courantes et à ce que certains projets avaient été groupés sous des rubriques assez générales. Certains programmes généraux étaient d'une durée indéterminée,

mais les programmes bien définis avaient souvent une date limite d'achèvement. Le faible nombre de projets dans le domaine du tourisme était dû à ce que, sur des problèmes difficiles, on ne disposait que de relativement peu de documentation de recherche. Le Conseil avait reconnu la nécessité d'améliorer les documents d'information concernant la CNUCED et avait adopté une résolution priant le secrétaire général de la CNUCED de lui rendre compte des mesures prises ou envisagées pour renforcer les activités d'information. Le secrétariat de la CNUCED collaborait avec le nouveau Centre d'information économique et sociale et participait à l'élaboration de l'étude que ce dernier devait soumettre au Comité préparatoire de la deuxième Décennie du développement. Le Comité a reçu l'assurance que la nécessité d'intensifier les relations commerciales entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en voie de développement retenait l'attention du secrétariat de la CNUCED, et que le Centre du commerce international s'occupait activement de cette question.

144. Le représentant du secrétaire général de la CNUCED a expliqué que le Secrétaire général de l'ONU avait défini, à la fin de l'année 1964, la répartition des tâches entre le Département des affaires économiques et sociales et le secrétariat de la CNUCED dans les secteurs où il y avait des risques de doubles emplois, notamment le secteur des projections et celui du financement international du développement. A propos des travaux du Bureau de New York de la CNUCED sur les questions de fond, il a expliqué que le Conseil du commerce et du développement avait prié le secrétaire général de la CNUCED d'incorporer au Bureau de New York les services qui étaient chargés de la coordination et de la coopération avec les services compétents du Secrétariat au Siège, ainsi qu'avec d'autres organisations ayant leur siège aux Etats-Unis. Le Conseil était tenu régulièrement au courant des dispositions prises par le secrétaire général de la CNUCED, et notamment de l'installation à New York des sections chargées de travaux sur les projections et le financement des échanges commerciaux, travaux qui étaient étroitement liés à ceux qu'avait entrepris le Département des affaires économiques et sociales au Siège. Les dispositions en vigueur permettaient d'entretenir des rapports de coopération étroits avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et avec la Division des finances publiques et les institutions financières.

145. Etant donné que le Conseil du commerce et du développement étudie en détail les programmes de travail de la CNUCED, le Comité estime qu'il devrait à l'avenir s'intéresser plus spécialement au rang de priorité à accorder aux projets de la CNUCED dans le cadre général des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Il reconnaît que la CNUCED joue un rôle très important dans l'assistance aux pays en voie de développement et à tous les autres Etats Membres dans les domaines du commerce et du développement. Les membres du Comité sont d'accord dans l'ensemble pour considérer que le programme de la CNUCED devait avoir la plus haute priorité. En outre, de nombreux membres ont estimé qu'il faudrait lui accorder la priorité sur tous les autres programmes.

ANNEXES

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

A. Membres du Comité

Algérie

Amar Dahmouche  
Conseiller, mission permanente

Mohamed Berrezoug  
Attaché, mission permanente

Brésil

Antonio Patriota  
Premier secrétaire, mission permanente

Cameroun

Paul Bamela Engo  
Ministre conseiller, mission permanente

Canada

Geoffrey F. Bruce  
Chef de la section des affaires économiques et sociales  
de la Division des Nations Unies au Département des affaires  
extérieures (Rapporteur)

Equateur

Leticia Guerrero  
Première secrétaire, mission permanente

#### Etats-Unis d'Amérique

Walter M. Kotschnig

Représentant adjoint des Etats-Unis au Conseil économique et social  
et Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires concernant les  
organisations internationales

Clarence I. Blau

Conseiller aux affaires économiques et sociales, mission permanente

James K. Connell

Conseiller, affaires économiques et sociales, mission permanente

#### France

Ivan Martin Witkowski

Attaché financier, mission permanente

Nicole Courson

Attaché, mission permanente

#### Ghana

E. Sam

Premier secrétaire, mission permanente (Vice-Président)

A. Y. Aggrey-Orleans

Deuxième secrétaire, mission permanente

#### Inde

A. S. Gonsalves

Représentant permanent adjoint, mission permanente

Ranjit Gupta

Deuxième secrétaire, mission permanente

#### Pakistan

Mohammad Yunus

Représentant permanent adjoint, mission permanente

Inam-ul Haque

Troisième secrétaire, mission permanente

Philippines

Emilio D. Bejasa  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant  
permanent adjoint, mission permanente

Ernesto C. Garrido  
Troisième secrétaire, mission permanente

République-Unie de Tanzanie

Waldo E. Waldron-Ramsey  
Conseiller, mission permanente

Dorah N. J. Danieli  
Deuxième secrétaire, mission permanente

Roumanie

Ion Duma  
Conseiller, mission permanente (Vice-Président)

Nita Constantin  
Troisième secrétaire, mission permanente

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Mark E. Allen  
Ministre, affaires économiques et sociales, mission permanente

Beryl Chitty  
Première secrétaire, mission permanente

Union des Républiques socialistes soviétiques

Leonid Stepanovitch Lobanov  
Conseiller, mission permanente

Valentin Ksenofontovitch Palamartchouk  
Conseiller, mission permanente

Alexei D. Joukov  
Conseiller, Ministère des affaires étrangères



Venezuela

Reinaldo Figueredo-Planchart,  
Conseiller, mission permanente

Freddy Christians  
Deuxième secrétaire, mission permanente

B. Membres du Comité élargi du programme et de la coordination

Malte

Arvid Pardo,  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
représentant permanent, mission permanente

S. J. Stellini  
Deuxième secrétaire, mission permanente

République arabe unie

Abdel Halim Badawi  
Conseiller, mission permanente

Amrs Mahmoud Moussa  
Deuxième secrétaire, mission permanente

Tchécoslovaquie

Jan Muzík  
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,  
représentant permanent adjoint, mission permanente

Trinité-et-Tobago

Louis A. Wiltshire  
Premier secrétaire, mission permanente

Babooram Rambissoon  
Premier secrétaire, mission permanente

C. Institutions spécialisées et Agence internationale  
de l'énergie atomique

Organisation internationale du Travail

A. A. Shaheed  
Directeur du Bureau de liaison de New York

R. F. Jonker  
Directeur adjoint

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Donald W. Woodward  
Directeur du Bureau de liaison avec l'Organisation des Nations Unies

Morris Greene  
Sous-directeur

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Alfonso de Silva  
Directeur du Bureau de New York

Victor Nikolsky  
Attaché de liaison (hors classe)

Organisation mondiale de la santé

R. L. Coigney  
Directeur du Bureau de liaison avec l'Organisation des Nations Unies

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

E. Franco-Holguin  
Représentant spécial adjoint pour les affaires  
des organismes des Nations Unies

Agence internationale de l'énergie atomique

Robert Najjar  
Directeur adjoint du Bureau de liaison

## Annexe II

### RECAPITULATIONS DES POSTES D'ADMINISTRATEURS ET DE FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DEMANDES PAR LE SECRETAIRE GENERAL POUR 1970, ET PROJETES POUR 1971

Dans les quatre tableaux ci-après : PP = Postes permanents; AP = Autres postes. Les postes désignés par PP comprennent les postes permanents prévus au budget et ceux qui sont imputés sur les postes vacants au tableau d'effectifs général. Les postes désignés par AP sont ceux qui sont imputés sur le titre 5 du projet de budget ainsi que ceux qui sont financés au moyen des fonds du PNUD, du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections relatives au développement, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques ou d'autres ressources extra-budgétaires.

Tableau 1

Département des affaires économiques et sociales : répartition des  
postes par programme au Siège (administrateurs et fonctionnaires  
de rang supérieur)

Programmes	1969 (postes autorisés)			1970 (postes demandés)			1971 (postes projetés)		
	PP	AP	Total	PP	AP	Total	PP	AP	Total
1. Direction et gestion									
a) Cabinet du Secrétaire général adjoint, y compris le Service administratif	11	-	11	12	-	12	13	-	13
b) Cabinet de l'adjoint au Secrétaire général adjoint, y compris le Secrétariat du Conseil économique et social, la Section des commissions régionales et la Section des projets spéciaux	20	-	20	20	-	20	20	-	20
c) Cabinet du Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations	5	-	5	6	-	6	7	-	7

Tableau 1 (suite)

Programmes	1969 (postes autorisés)			1970 (postes demandés)			1971 (postes projetés)		
	PP	AP	Total	PP	AP	Total	PP	AP	Total
2. Administration des programmes de coopération technique <u>a/</u>	53	42	95	53	45	98	53	45	98
3. Planification, projections et politiques relatives au développement économique	47	21 1/2	68 1/2	49	24 1/2	73 1/2	58	23 1/2	81 1/2
4. Ressources naturelles et transports	44	25	69	44	25	69	50	29	79
5. Questions fiscales et financières	11	2	13	11	2	13	13	2	15
6. Développement social <u>b/</u>	50	3	53	51	3	54	53	3	56
7. Questions de population	26	15 <sup>c/</sup>	41	27	16 <sup>c/</sup>	43	30 <sup>d/</sup>	18 <sup>c/</sup>	48
8. Habitation, construction et planification	26	6 1/2	32 1/2	29	6 1/2	35 1/2	33	6 1/2	39 1/2
9. Services statistiques	57	5	62	58	5	63	58	5	63
10. Centre international de calcul électronique	29 <sup>e/</sup>	8	37	31 <sup>e/</sup>	11	42	31 <sup>e/</sup>	11	42
11. Administration publique	15	8	23	15	8	23	17	8	25
12. Science et technique	7	-	7	11	-	11	13	-	13
Total	401	136	537	417	146	563	449	151	600

(Notes de bas de page du tableau 1)

- a/ Non compris le Service de recrutement pour l'assistance technique.
- b/ Y compris le Cabinet du Commissaire.
- c/ Y compris dix spécialistes des programmes de population détachés sur le terrain.
- d/ Non compris trois postes temporaires financés à l'aide des crédits destinés au troisième congrès mondial de la population.
- e/ Y compris six postes imputés sur le nombre total des postes vacants.

Tableau 2

Département des affaires économiques et sociales : répartition  
des postes nouveaux demandés pour 1970 et projetés pour 1971  
(administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur)

Programmes	1970			1971		
	PP	AP	Total	PP	AP	Total
1. Direction et gestion						
a) Cabinet du Secrétaire général adjoint, y compris le Service administratif	1	-	1	1	-	1
b) Cabinet de l'adjoint au Secrétaire général adjoint, y compris le secrétariat du Conseil économique et social, la Section des commissions régionales et la Section des projets spéciaux	-	-	-	-	-	-
c) Cabinet du Sous-Secrétaire général aux affaires inter-organisations	1	-	1	1	-	1
2. Administration des programmes de coopération technique	-	3	3	-	-	-
3. Planification, projections et politiques relatives au développement économique	2	3	5	9	-1	8
4. Ressources naturelles et transports	-	-	-	6	4	10
5. Questions fiscales et financières	-	-	-	2	-	2
6. Développement social	1	-	1	2	-	2
7. Questions de population	1	1	2	3	2	5
8. Habitation, construction et planification	3	-	3	4	-	4
9. Services statistiques	1	-	1	-	-	-
10. Centre international de calcul électronique	2	3	5	-	-	-
11. Administration publique	-	-	-	2	-	2
12. Science et technique	4	-	4	2	-	2
Total	16	10	26	32	5	37

Tableau 3

Répartition des postes intéressant les domaines économique, social et des droits de l'homme, entre les principaux services organiques (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur)

Programmes	1969 (postes autorisés)			1970 (postes demandés)			1971 (postes projetés)		
	PP	AP	Total	PP	AP	Total	PP	AP	Total
Département des affaires économiques et sociales, au Siège	401	136	537	417	146	563	449	151	600
Commission économique pour l'Afrique <sup>a/</sup>	116	63 1/2	179 1/2	123	73 1/2	196 1/2	132	69 1/2	201 1/2
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient <sup>a/</sup>	118	21	139	123	20	143	137	17	154
Commission économique pour l'Europe	103	3	106	107	1	108	121	1	122
Commission économique pour l'Amérique latine <sup>a/</sup>	117	23	140	123	21	144	129	20 1/2	149 1/2
Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth	15	11	26	16	13	29	19	13	32
Total partiel	870	257 1/2	1 127 1/2	909	274 1/2	1 183 1/2	987	272	1 259
Division des affaires sociales (Genève)	7	-	7	7	-	7	7	-	7
CNUCED <sup>a/</sup>	165	-	165	170 <sup>a/</sup>	-	170	183	-	183
ONUDI <sup>a/</sup>	181	22	203	200	12	212	229	12	241
Division des droits de l'homme (Siège)	47 <sup>b/</sup>	-	47	50 <sup>c/</sup>	-	50	51 <sup>d/</sup>	-	51
Division des stupéfiants	17	-	17	17	-	17	19	-	19
Secrétariat de l'organe international de contrôle des stupéfiants	9	-	9	9	-	9	10	-	10
Total	1 296	279 1/2	1 575 1/2	1 362	286 1/2	1 648 1/2	1 486	284	1 770

<sup>a/</sup> A l'exclusion des services administratifs et d'appui.

<sup>b/</sup> Y compris trois postes imputés sur les postes vacants au tableau d'effectifs général.

<sup>c/</sup> Y compris 24 mois de travail ou deux postes financés au titre du personnel temporaire.

<sup>d/</sup> Y compris 36 mois de travail ou trois postes financés au titre du personnel temporaire.

<sup>e/</sup> Deux postes supplémentaires ont été demandés à la suite des décisions prises à la huitième session du Conseil du commerce et du développement.



Tableau 4

Répartition des nouveaux postes demandés pour 1970 et projetés  
pour 1971 entre les principaux services organiques (adminis-  
trateurs et fonctionnaires de rang supérieur)

Programmes	1970 (postes demandés)			1971 (postes projetés)		
	PP	AP	Total	PP	AP	Total
Département des affaires économiques et sociales, au Siège	16	10	26	32	5	37
Commission économique pour l'Afrique	7	10	17	9	-4	5
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient <u>a/</u>	6	-1	5	14	-3	11
Commission économique pour l'Europe	4	-2	2	14	-	14
Commission économique pour l'Amérique latine <u>a/</u>	5	-2	3	6	-	6
Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth	1	2	3	3	-	3
Total partiel	39	17	56	78	-2	76
Division des affaires sociales (Genève)	-	-	-	-	-	-
CNUCED	5 <sup>d/</sup>	-	5	13	-	13
CNUDI	19	-10	9	29	-	29
Division des droits de l'homme (Siège)	3 <sup>b/</sup>	-	3	1 <sup>c/</sup>	-	1
Division des stupéfiants	-	-	-	2	-	2
Secrétariat de l'organe international de contrôle des stupéfiants	-	-	-	1	-	1
Total	66	7	73	124	-2	122

a/ A l'exclusion des services administratifs et d'appui.

b/ Y compris 24 mois de travail ou deux postes financés au titre du personnel temporaire.

c/ Y compris 36 mois de travail ou trois postes financés au titre du personnel temporaire.

d/ La demande de la CNUCED pour 1970 a ensuite été portée à sept postes, du fait des décisions prises à la huitième session du Conseil du commerce et du développement.

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.